

la gauche

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO
48^E ANNEE • JANVIER 2005

#09

Comprendre le monde pour le changer

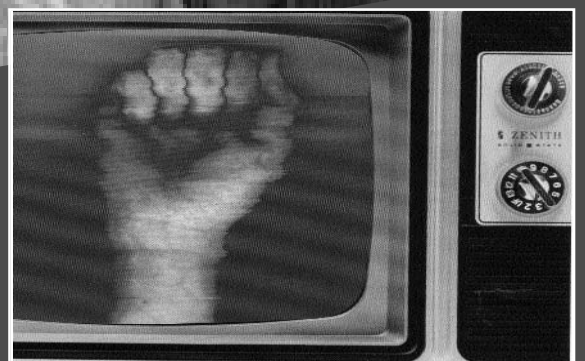
Flexibilité, précarité, licenciements...
**Les travailleurs en ont
Marre!**

éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

Photo: indymedia.be

Débat
Résister, c'est créer

La **Santé**, malade du **néolibéralisme**





La Belgique, comme l'ensemble des pays membres de l'Union européenne, sera bientôt appelée à approuver ou à rejeter le projet de constitution européenne. Une plate-forme est aujourd'hui créée en vue de contribuer à développer un large mouvement pour le rejet de ce projet de constitution. Vous pouvez la soutenir et y adhérer en souscrivant au texte ci-dessous.

Pour construire **Dire non** au traité constitutionnel une autre Europe!

Nous, citoyens, citoyennes, syndicalistes, associations et organisations, appelons à dire "non" au projet de constitutionnel européen. Le projet pour l'Europe qu'on nous propose d'accepter est totalement organisé autour d'un principe unique: le marché, la généralisation de la concurrence. C'est cela qui autorise et organise l'attaque contre les services publics, contre les pensions, l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne. Alors que le traité constitutionnel, qui nous est soumis, a pour vocation de fixer les grandes lignes de ce que sera l'Europe de demain, nous constatons que l'avenir auquel il nous engage est tout le contraire de celui auquel nous aspirons. Trop longtemps, nous avons accepté que la construction européenne se développe sans les citoyens européens et contre leurs acquis sociaux. Nous refusons d'enfermer notre avenir dans un texte constitutionnel néolibéral dont l'adoption constituerait un obstacle majeur pour la construction de l'Europe que nous appelons de nos vœux.

Nous refusons que ce traité soit adopté en notre nom:

- parce qu'il entérine une vision ultralibérale de l'économie et de l'avenir de l'Europe, fait du "principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée" le guide et la valeur suprême de l'action de

l'Union européenne et interdit ainsi tout véritable débat futur sur ses orientations économiques et sociales;

- parce qu'il enterre le projet d'une Europe sociale, notamment en interdisant toute restriction à la libre circulation des capitaux, en confirmant l'indépendance de la Banque centrale européenne, en soumettant toute harmonisation sociale et fiscale à la règle paralysante de l'unanimité, favorisant ainsi la régression sociale, le dumping et les délocalisations;

- parce qu'il ne reconnaît pas les droits sociaux fondamentaux (droit au travail, droit aux revenus de remplacement, au minimum d'existence, au logement...) comme des droits effectifs dont l'Union européenne doit assurer le respect, mais comme de simples objectifs à atteindre. Il ne reconnaît pas non plus le droit de grève européen;

- parce qu'il ne donne pas un cadre satisfaisant pour l'avenir des services publics et au contraire entérine l'offensive menée contre ceux-ci dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), qui vise leur démantèlement;

- parce qu'il inscrit l'Union européenne dans une étroite collaboration avec l'OTAN et l'engage dans une escalade des budgets militaires;

- parce qu'il refuse l'égalité des droits à ceux et celles qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un Etat membre et les désigne au harcèlement administratif et policier;

- parce que ce projet de traité, qui se pré-

tend "constitutionnel" n'est ni le produit d'une véritable assemblée constituante, spécifiquement mandatée par les citoyens pour rédiger une constitution, ni même le résultat d'un véritable débat démocratique;

- parce, tout en fixant dans le détail des choix politiques, économiques et sociaux essentiels, ce projet de constitution ne permettrait plus aux citoyens de les remettre en cause ultérieurement, puisque l'unanimité des 25 Etats membres serait requise pour y apporter la moindre modification !

L'ensemble de ces défauts affecte déjà largement les traités actuels, nous refusons de leur donner aujourd'hui une nouvelle légitimité et un caractère intangible en en faisant des principes constitutionnels.

Nous voulons construire une autre Europe

(...) Nous appelons à opposer un NON majoritaire au traité constitutionnel: un NON progressiste, en rupture avec le système libéral, et qui puisse notamment traduire dans les urnes ce que les mobilisations sociales, syndicales et altermondialistes de ces dernières années ont exprimé.

Nous appelons l'ensemble des progressistes à construire un large front en faveur du "non" au projet de constitution et nous nous engageons à participer, dans la mesure de nos moyens, aux actions de sensibilisation menées et ce sens. ■



POUR SIGNER L'APPEL ET ADHÉRER À LA PLATE-FORME:

Plate-forme contre le projet de constitution européenne:

C/O. ATTAC Wallonie - Bruxelles, Rue du Beau mur, 48 - 4030 Liège.

E-Mail: contact@nonalaconstitutioneuropeenne.be

C'est Clair et Net sur :

<http://www.nonalaconstitutioneuropeenne.be>

Pendant l'été, le patronat a déclenché son offensive en vue de la concertation sociale en imposant lui-même les termes du débat. Mis à part quelques déclarations verbales, les syndicats ont été d'une grande discrétion. Les rôles sont maintenant sensiblement inversés. Après un long délai, les deux principaux syndicats se sont enfin mis d'accord pour définir leurs demandes communes dans le cadre de la concertation sociale pour l'accord interprofessionnel.

Cette concertation a très vite tourné au dialogue de sourds. Les patrons veulent accélérer, sur une base annuelle, le nombre d'heures supplémentaires de 65 à 175 heures -et les 130 premières heures n'auraient pas besoin de l'aval de la délégitimation syndicale de l'entreprise. Inacceptable, déclarent avec raison les fédérations syndicales. Par contre, une augmentation des salaires est tout à fait possible: l'économie belge a

Mais rien n'est donné d'avance. Les syndicats peuvent encore relâcher la pression avec une nouvelle manifestation nationale. La tournure que prendra la concertation sociale en cours n'est pas encore claire au moment où nous écrivons ces lignes, et elle sera déterminante pour l'évolution du climat social. Il est fort probable que, face au blocage de la concertation patrons-syndicats, le gouvernement intervienne en sortant de son chapeau magique un compromis "à la belge": une augmentation des salaires modérée en échange de plus de flexibilité ou une nouvelle baisse des charges patronales sur les heures supplémentaires, questions sur lesquelles les syndicats pourraient céder.

Le 21 décembre, les fédérations ont largement prouvé qu'elles étaient en mesure de mobiliser lorsque la volonté existe. Mais cela ne suffit pas. Il est nécessaire à présent de tracer des perspectives. Pour cela deux choix s'imposent.

Pour une **CONTRE-OFFENSIVE** syndicale !

crû de 2,7% en 2004. Les 30 000 entreprises les plus importantes ont, en 2003, doublé leurs bénéfices pour un montant total record de 27,8 milliards euros !

La manifestation en front commun de Bruxelles du 21 décembre, qui a mobilisé en semaine (et dans le froid) plus de 50 000 travailleurs-euses, a été une importante démonstration de force tandis que plusieurs entreprises étaient en grève. Elle était aussi destinée à canaliser la colère qui couve face à l'arrogance patronale et aux besoins sociaux insatisfaits. A Charleroi, les travailleurs avaient déjà démontré leur détermination et leur combativité par une journée de grève régionale et une manifestation réussie (lire p. 9).

La colère gronde, non seulement à propos des salaires et de la flexibilité, mais aussi contre les attaques envers la préension et la Sécurité sociale. Le gouvernement veut "entamer le débat" sur ce sujet au printemps 2005. Cette journée d'action permet d'entrevoir de possibles hiver et printemps brûlants, même si la combativité est encore inégale selon les régions et les secteurs.

1° Le syndicalisme doit sortir de sa position défensive. Le mouvement ouvrier doit déterminer l'ordre du jour et le débat social. Les syndicats ne pourront jamais être considérés comme vecteurs de progrès social s'ils participent, par exemple, à la mise en place d'une contribution sociale généralisée ou s'ils s'arrêtent au débat sur la fiscalisation de la Sécurité sociale. En se limitant à la stricte défense des acquis existants, on renforce l'image des syndicats que le patronat veut créer: "conservateurs" et "archaïques". En avançant un plan d'emploi, avec des exigences offensives et fortes sur la réduction du temps de travail (RTT) et les investissements publics, un nouveau cycle de luttes pourrait débiter et s'étendre vers le secteur public menacé de privatisation ou vers le secteur non-marchand, massivement présent le 21 décembre.

2° Une véritable campagne de sensibilisation-mobilisation doit être mise sur pied avec des actions intersectorielles communes. Les manifestations nationales, sans faire grève, ne suffisent pas pour arrêter l'offensive patronale. Une grève générale de 24 heures est nécessaire. Qui lutte avec détermination n'est pas absolument sûr de vaincre. Mais qui ne lutte pas avec détermination est certain de perdre.

la gauche

Mensuel édité par le Parti Ouvrier Socialiste (POS) - Quatrième Internationale

EDITEUR RESPONSABLE: David Dessers

SECRETARIAT DE RÉDACTION: Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél: 02 523 40 23 // Email: lagauche@sap-pos.org // Site Internet: www.sap-pos.org

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Jezabel Anderlue, Sébastien Brulez, Céline Caudron, David Dessers, André Henry, Denis Horman, Daniel Kolou, Matthias Lievens, Clara Lopez, Eric Matrige, Ataulfo Riera, Daniel Tanuro, Thierry Tillier.

TARIFS ET ABONNEMENTS: Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros

A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche".

En novembre dernier, le groupe Carrefour lançait en Belgique son premier produit contenant des OGM. Il s'agit d'une huile de friture élaborée à base d'huile de soja génétiquement modifié. Au prix modeste de 1,55 euros les deux litres, la chaîne de magasins cible directement le citoyen modeste. Au-delà de l'impact des OGM sur la santé et l'environnement, c'est littéralement d'une nouvelle forme de colonialisme qu'il s'agit avec pour seul objectif, l'appropriation du vivant. PAR SEBASTIEN BRULEZ

Comment coloniser le vivant ?

La menace que représentent les organismes génétiquement modifiés se décline sur deux fronts: l'un écologique, l'autre économique. Prenons tout d'abord le cas de l'environnement. Les conséquences de la dissémination "involontaire" y sont désastreuses et cela peut se vérifier dans plusieurs pays qui pratiquent la culture d'OGM en champs. "Dans certaines provinces du Canada, il est devenu impossible de cultiver du colza biologique tant la contamination des cultures par les variétés génétiquement modifiées est importante" commente Marc Fichers, secrétaire général de l'asbl Nature et Progrès. A ce propos, un scientifique de l'université canadienne de Manitoba a déclaré que cette variété de colza, sélectionnée pour résister aux herbicides, était devenue "absolument impossible à contrôler" (1). Le mythe selon lequel une cohabitation pacifique entre cultures classiques et cultures OGM serait possible s'effondre.

A partir du moment où une plante a été modifiée de façon à ce qu'elle résiste aux agressions des herbicides voire même de certains prédateurs naturels, elle devient envahissante, difficile à éliminer et prend inévitablement le dessus sur les variétés classiques. Selon M. Fichers, il y a deux types de propagation: par le pollen (c'est la première étape, telle que nous la connaissons dans certains pays d'Europe) et par les graines (c'est l'étape suivante qui survient lors des récoltes intensives). Le pollen de colza peut se disséminer jusqu'à cinq kilomètres. Les graines, elles, s'immiscent dans les camions, dans les moissonneuses et autres véhicules agricoles et se baladent ainsi d'un champ à l'autre. D'un champ OGM à un champ non-OGM, par exemple. C'est ce qu'on appelle une pollution de fond. Or, comme l'affirme M. Fichers: "En Europe, rien n'est prévu pour récolter

ces plantes là. Pour prévenir la propagation il faudrait nettoyer les véhicules agricoles qui passent d'un type de champ à un autre. Or le nettoyage d'une moissonneuse prend une journée de travail".

Privatiser les ressources

Empêcher la dissémination des OGM dans la nature prend beaucoup de temps... et coûte beaucoup d'argent (environ 41% de dépenses en plus) (2). Cela nous amène sur le deuxième front, celui de l'économie. Car, toujours selon M. Fichers: "Les OGM n'ont aucun intérêt agricole". Et ils ne permettraient certainement pas, comme l'a affirmé l'administration Bush, de sauver le Tiers-monde de la famine. Mais le marché qui découle de la commercialisation des OGM est gigantesque et les profits engendrés le sont tout autant.

Comme l'affirme Daniel Tanuro (la gauche n°5), l'exploitation du Vivant est la condition sine qua non de la production capitaliste. L'expression "exploitation du Vivant" prend ici tout son sens. Les OGM sont protégés par des brevets. Il est interdit à un agriculteur de planter des graines d'OGM sans les avoir achetées à la firme qui les produit, sous peine d'être accusé de violation des droits de la propriété intellectuelle.

Imaginons un instant que le cas du Canada se généralise. Les entreprises agroalimentaires seraient alors capables de décider seules ce qui va être produit, en quelles quantités il faut produire et dans quelle région il faut cultiver. De plus, il reviendrait à l'agriculteur bio de prendre en charge financièrement le coût de la protection de ses cultures, sous peine d'être envahi d'OGM et de se voir accuser de vol (le cas s'est produit au... Canada, où la Cour suprême a reconnu un agriculteur coupable). C'est

le principe du pollué-payeur !

L'offensive est lancée

Les Etats-Unis écoulent une grande partie de leurs stocks d'OGM via leur programme d'aide alimentaire (fournie en graines pour les semences). L'aide "humanitaire" se transforme ainsi en une arme redoutable. Après avoir levé le moratoire sur les OGM il y a quelques mois, la Commission européenne défend aujourd'hui bec et ongles leur culture. Pourtant, une clause de sauvegarde prévoit que si un État membre a des raisons valables de considérer qu'un OGM, qui a obtenu une autorisation écrite de mise sur le marché, constitue un risque pour la santé humaine ou l'environnement, il peut restreindre ou interdire provisoirement l'utilisation et/ou la vente de ce produit sur son territoire. Cette clause a été invoquée par des états membres à neuf reprises. Dans les neuf cas, le comité scientifique de l'UE a jugé qu'il n'y avait pas de nouvelle preuve pouvant justifier l'annulation de la décision d'autorisation initiale (3). Il faut savoir que la recherche publique est aujourd'hui entièrement dépendante des crédits privés. Autrement dit, ce sont des firmes comme Monsanto, Syngenta ou Bayer Crop Science qui jugent si les OGM représentent un danger ou pas pour l'environnement.

Chez nous, aucune culture d'OGM n'occupe actuellement nos champs. Cependant, la vigilance reste de mise afin de protéger la biodiversité de nos contrées et d'empêcher les initiatives de culture ou de mise en vente de produits OGM, comme celui lancé par Carrefour. ■

(1) Lire aussi Susan Georges, *Personne ne veut des OGM, sauf les industriels*, in *Le Monde Diplomatique*, avril 2003. (2) Laurent Grouet, *Le pillage du vivant*, www.lcr-rouge.org 30/09/2004. (3) <http://europa.eu.int>.

C'est clair et Net sur www.natpro.be

D'après un sondage effectué aux Etats-Unis, ce sont les femmes qui se retrouvent en majorité sur les jeux en ligne (53%). Les jeux vidéos ne seraient donc pas réservés qu'aux mecs. Pourtant, cela ne se remarque pas quand on regarde ce qu'il se passe de l'autre côté de l'écran. Se pencher sur l'exemple des jeux vidéos pour pointer quelques stéréotypes machistes qui ont la vie dure se révèle être un exercice assez éloquent. Voyons de plus près... PAR CÉLINE CAUDRON

Juste pour JOUER

A ses débuts, dans les années 80, le jeu vidéo paraît très gentillet. Les premiers scénarios s'élaborent dans des mondes imaginaires. L'objectif romanesque de "délivrer la belle princesse d'innombrables dangers mortels" est le leitmotiv favori des concepteurs. Ainsi, dans *Mario Bros* par exemple, la Princesse Daisy, qui se fait régulièrement enlever comme une débutante, ne peut reporter ses espoirs de liberté que sur la dextérité de son héros.

Mais il n'y a pas que des potiches, il y a aussi de vraies héroïnes: Mrs PacMan, une petite boule jaune avec des longs cils et un gros nœud sur la tête, ou encore la méchante sorcière de *Sorcery*...

Les princes, les princesses, les sorcières et les petites boules jaunes, ça n'intéresse que les gosses. Le marché potentiel s'avérant amplement plus large, les scénarios se tournent rapidement vers des sujets plus affriolants. Dès 1981, Larry entame ses aventures de dragueur invétéré avec *Leisure Suit Larry*. Il s'agit pour le héros, bien sûr trapu et simplet, de convaincre une flopée de jeunes femmes, bien sûr en beauté et en formes, de coucher avec lui. Un truc de machos ? mais non ; ce genre de concept existe aussi pour les filles dès 1996 avec *Angélique*, jeu qui adopte plutôt le style "romantisme primaire"... cible féminine oblige, évidemment.

Tout ça c'est bien rigolo mais ça reste très soft. *Custer's Revenge* fait partie des jeux qui ouvrent la marche vers des trucs un peu plus hard en permettant par exemple à un général défroqué de violer une vierge indienne ligotée à un poteau...

Les premiers personnages féminins des jeux vidéos sont donc en général

là pour meubler. C'est avec les années 90 que la femme pixellisée s'émancipe; elle combat comme un vrai mec... Mais elle reste quand même bien une gonzesse. Alors que Chun Li, dans *Street Fighter*, passe de sa tunique asiatique à sa combinaison hyper moulante, Mai Shiranui, dans *Fatal Fury*, se fait censurer aux Etats-Unis pour sa poitrine rebondie. Les battantes virtuelles, encore peu nombreuses, sont davantage considérées comme de belles prouesses esthétiques que comme de véritables héroïnes informatiques. Il n'est sans doute pas trop risqué d'émettre l'hypothèse que la belle Lara Croft, née en '96, n'aurait sans doute pas été aussi célèbre si elle n'avait, précisément, pas été belle.

La palme dans le domaine des jeux de combat revient haut la main à la série des *Dead or Alive*. Dans la première version du jeu, le joueur avait déjà la possibilité de modifier les degrés de mobilité et la taille des combattantes proposées, toutes plus sulfureuses les unes que les autres ! Au fil des épisodes, les donzelles sont apparues en costume de chat, de danseuse orientale ou de lycéenne, en kimono échancré, en catcheuse, en cuir, en bikini... Rien que pour le plaisir des yeux des mecs.

Le *Dead or Alive Xtreme Beach Volleyball* sorti en 2003 atteint le top en se focalisant sur les séances de bronzages des bonnes femmes qui pourront, bien entendu s'essayer à toutes sortes de maillots, comme Miss Belgique. En octobre, la société japonaise Westside a été condamnée par la Cour suprême de Tokyo à deux millions de Yens pour avoir commercialisé un logiciel qui permet de dénuder Kasumi, l'une des combattantes de *Dead or Alive*. Féministe

la Cour suprême ? Mais qu'allons-nous chercher ? Le problème résidait uniquement dans le fait que Westside "avait violé les lois du copyright en permettant aux acheteurs d'utiliser un logiciel de piratage". No comment... ■



Dans le foutoir médiatique qu'est devenue l'expression du sens et sa vulgarisation systémique, l'intellectuel virulent n'a plus voie au chapitre de la contestation éthique, ni certainement à la constitution d'une opposition politique radicale.

PAR JEZABEL ANDERLUE

mitrailleuse à claque...



Le Collimateur n'est pas un vulgaire torchon médiatique, mais un médium intellectuel à proprement parler, au sens où il en est d'artistiques. Il entend se présenter comme une jonction entre l'art et le politique. C'est donc un périodique, de critique politique et artistique, défendant, avec virulence, une position intellectuelle fondée sur l'engagement.

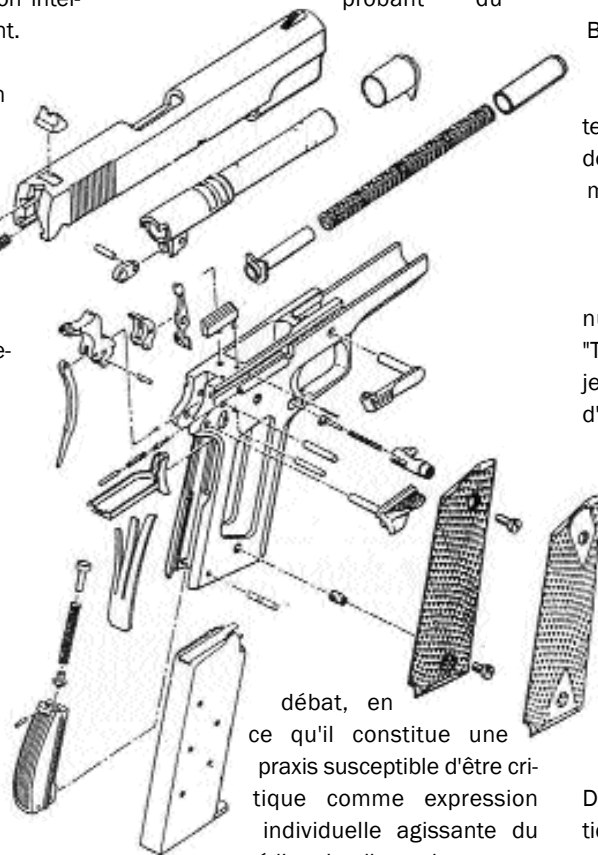
Si le Collimateur se présente en tant que "périodique aux visées larges", c'est parce que son regard opère à 360°, et qu'il ne s'interdit aucune voie de recherche ni même d'action pratique. La réappropriation de l'espace public constitue par ailleurs l'un de ses fondements.

C'est dans cet esprit que ses rédacteurs ont décidé de le distribuer prioritairement sous format papier. De cette manière, il peut être transmis de mano a mano, on peut se le procurer en librairie (pour 2 eur), s'y abonner, ou le lire dans différents centres de documentation. D'ici peu, un coffret, réunissant les cinq premiers numéros sera disponible.

Cela dit, ses concepteurs ne négligent pas pour autant le support numérique et informatique que constitue Internet aujourd'hui en tant que lieu de dialogue actif et base opérationnelle offrant sans cesse à ses utilisateurs de nouveaux liens, par essence transfrontaliers et certainement transculturels. Un site a été récemment créé, qui permet de lire des extraits d'articles publiés, de visionner les reproductions en page centrale de

ceux-ci et de prendre connaissance des futures thématiques qui seront abordées.

C'est bien en tant qu'artistes et intellectuels que ses auteurs conçoivent le Collimateur, ils admettent l'art comme un élément probable et finalement probant du



débat, en ce qu'il constitue une praxis susceptible d'être critique comme expression individuelle agissante du médium intellectuel.

En mai 2003, trois personnes mettent le Collimateur sur pied: un artiste, un philosophe et une historienne de l'art (Alain Van Haverbeke, Gabriel Dupret et Annabelle Dupret). Son esthétique est tout à fait spécifique. De format carré et de petite dimension, le Collimateur est "orné" de dessins techniques (un éclaté de revolver, une poupée Barbie démontée, un mécano...) occupant les espaces

vides des pages. C'est grâce à cette ligne graphique spécifique que sa production peut être assurée. En effet, loin de le remarquer au premier abord, le Collimateur est en fait produit à la photocopieuse... En somme, il s'agit d'une forme d'artisanat planqué...

Bimestriel au départ, il paraît, dès à présent, trois fois par an, et ce, afin de pouvoir solliciter des collaborateurs se situant effectivement au cœur des "thématiques" abordées et leur permettant, d'élaborer des textes pointus sur les sujets en question.

Les thématiques des premiers numéros: "Esthétique et Violence", "Travail et Divertissement", "Ville et projections urbaines", "Figures de style et d'évitement de la presse et des critiques d'art". Dans le prochain numéro, il s'agira de se pencher sur "Les dérives commerciales dont les musées font l'objet". Cette thématique induit naturellement l'analyse critique d'un "monde économique s'exprimant à travers des entreprises qui ont depuis longtemps fait leur une politique quasi systématique de mécénat culturel".

De manière générale, des problématiques sociétales y sont systématiquement soulevées. Par exemple, la nécessité absolue d'enseigner l'art à l'école aujourd'hui ou encore les tensions sociales croissantes liées à l'extension du travail précaire chez les jeunes. La jouissance est fondatrice de ce périodique, et l'esthétique qui en émane est primordiale. C'est ce qui explique que des textes de nature strictement poétique s'y retrouvent également.

Outre la publication "papier" du

Collimateur et son Site Web, le collimateur diffuse par mail ce qu'il nomme lui-même des "Claques de la semaine". Il s'agit en fait d'articles impromptus qui, à l'instar des billets d'humeur, entendent réagir spontanément à des faits d'actualité, des événements artistiques, des déclarations politiques ou des faits ponctuels, nécessitant une réaction rapide et une critique possiblement virulente ou sarcastique de la part de leurs auteurs. Par leur instantanéité de diffusion, ils permettent de passer outre les limites temporelles d'une édition papier comme celle du Collimateur, en proposant également une vision moins résolument analytique que celle du périodique. Pour toutes ces raisons, les "Claques" ne paraissent nécessairement que de manière aléatoire, et leur caractère éventuellement pamphlétaire, voire lapidaire, peut le cas échéant prendre un tour plus polémique. Par ailleurs, la souplesse propre au support numérique, de ces articles brefs, permet d'envisager

le cas échéant de servir simplement de relais à un propos auquel le comité de rédaction adhère éthiquement, politiquement et personnellement. Les auteurs des "Claques" ne sont pas obligatoirement des rédacteurs du Collimateur en tant que tels.

Refusant catégoriquement, "pour des raisons évidentes de liberté de ton à long terme, tout deniers extérieurs, qu'ils fussent de nature publique (subsidés) ou certainement privés (sponsoring, publicité)", le Collimateur a créé des modes de financement qui lui sont tout à fait propres et notamment des Empiffrailles... Il s'agit là de "tables d'Ôtres" mises en place tous les deux mois dans le but de permettre aux lecteurs et aux collaborateurs futurs de se rencontrer autour d'un repas plus que savoureux. En somme, il s'agit bien de venir se nourrir de manière frugale auprès du comité de rédaction pour nourrir le Collimateur... ■

CONTACTS:

http : // collimateur.obscurecence.net
collimateur@hotmail.com
184, rue Valduc, 1160 Bruxelles
0486 31 73 49
0485 80 95 84

DIFFUSION:

Le chalet de haute nuit: rue Cluysenaar, 15, 1060 Bruxelles.
3Destructure: Grand Place, 9-10, 6001 Charleroi.
Bibliotheek Hoogeschool Sint-Lukas: rue des Palais, 70, 1030 Bruxelles.
Librairie Ader: Avenue Bréart, 44, 1060, Bruxelles.
Librairie Peinture Fraîche: Rue Tabellion 10 - 1050 Bruxelles.
Librairie Tropismes: Galerie des Princes, 1, 1000 Bruxelles.
Le Comptoir: 20, en Neuvise, 4000 Liège
Librairie Nouvelle: Passage de la Bourse 4-6, 6000 Charleroi.
Mac's Musée des Arts contemporains: Rue Sainte Louise, 82, 7301 Hornu.

La société de classe existe!

"Il n'y a plus de classes sociales"... Cette formule fait florès non seulement parmi les managers et les néolibéraux mais aussi chez les sociologues. Et même s'il existait encore des classes sociales, disent-ils, elles n'auraient de toute manière plus d'impact politique, vu que tout tourne aujourd'hui autour des identités de genre, sexuelles ou culturelles. Mais au fond, qu'en pensent les travailleurs eux-mêmes ? Yves De Weerd et Hans De Witte, de l'institut supérieur louvaniste du travail (www.hiva.be) ont mené une enquête sur la perception qu'ont les travailleurs de la nature de classe de cette société...

Les deux chercheurs ont interviewé 656 travailleurs: un échantillon représentatif d'ouvriers et d'employés ainsi que de cadres des secteurs secondaire et tertiaire, hommes et femmes, de différentes générations. Ils voulaient savoir où en est la "représentation de classe", comme ils l'appellent, c'est-à-dire la perception de la structure de classe par les travailleurs. En dépit de tous les slogans, cette perception reste intacte: à la question "existe-t-il encore une classe ouvrière ?", pas moins de 89% des personnes sondées ont répondu positivement.

Ensuite, les chercheurs ont essayé de dégager l'image de la société dominante au sein du groupe de travailleurs. Ils ont construit quatre modèles, basés sur des

critères tels que le nombre de classes, leur composition, leur taille et comment il convient de les distinguer. 6,1% des personnes interrogées affirment se reconnaître dans le modèle (dit "marxiste") de deux classes. 9,6% adhèrent au pôle radicalement opposé, à savoir le modèle fonctionnel d'intégration. Selon ce modèle, la société est composée d'une série de groupes égaux, dépendants les uns des autres et qui doivent collaborer. Dans ce modèle, pas question d'inégalités de pouvoir ou de conflit. La grande majorité opte pour deux modèles qui sont plutôt basés sur l'idée de stratification. 45,9% des sondés estiment que la société actuelle est composée d'une petite couche puissante au sommet, d'une part, et d'une petite classe inférieure d'exclus, d'autre part, avec entre les deux un grand groupe intermédiaire de gens qui n'ont pas vraiment de pouvoir mais qui ne sont pas non plus démunis. 38,4% enfin décrit un modèle de pyramide dans lequel le sommet est accessible seulement à un petit nombre. Conclusion: une majorité écrasante estime non seulement que la classe ouvrière existe toujours mais aussi que la société est structurée en classes hiérarchiques.

Les chercheurs ont demandé à quelle classe les personnes pensaient appartenir. 12% ont été incapables de répondre, 34% s'identifient à la classe ouvrière, 53% à la

classe moyenne (30% à la classe moyenne inférieure, 23% à la partie supérieure de cette classe) et seulement 1% se sont décrits comme appartenant à la classe la plus élevée. Evidemment, les chercheurs ont quelque peu orienté la réponse en soumettant aux sondés une série de possibilités entre lesquelles choisir. C'est pourquoi ils avaient demandé auparavant à chacun s'ils se considéraient comme appartenant à une classe. 56% ont répondu "oui" spontanément. Détail à noter: ce sont surtout les gens qui s'identifient à la classe ouvrière qui sont dans ce cas. Les membres de la classe ouvrière ont donc en général une forte identité de classe.

La société de classe reste une réalité. La politique néolibérale a en effet pour but de restructurer les rapports de classes. Les différences et les contradictions au sein de la classe ouvrière augmentent sous le régime néolibéral: les uns reçoivent des actions, des assurances hospitalisation et des pensions complémentaires, les autres font des jobs précaires et flexibles faute de mieux. Cette segmentation diminue la capacité de poser des revendications communes et de se mobiliser pour celles-ci. Les phénomènes de ce genre pourraient bien être à la base du fait que la plupart des sondés se reconnaissent dans le modèle de la stratification. Tous les efforts de la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière ne l'empêcheront pas de continuer à dépendre d'elle pour son existence. L'inverse n'est pas vrai ! ■

MATTHIAS LIEVENS

Début septembre, des rumeurs laissent présager une restructuration de AGC Automotive (Splintex Fleurus). C'est en décembre que la direction l'annonce officiellement. Elle prévoit de fermer un four, d'accélérer la flexibilité en cinq équipes et surtout de supprimer, dans les deux ans, 284 des 840 emplois occupés sur le site fleurusien. Prétexe invoqué par la direction: manque de rentabilité. Prêts à se battre depuis des mois, les travailleurs débryent début décembre. La gauche a rencontré Giuseppe Borbenga, délégué principal FGTB-AGC Automotive. PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉ HENRY



Délocalisation et RESISTANCES

photo: indymedia.be

Pourquoi la restructuration et comment la direction justifie-t-elle les 284 licenciements ?

Giuseppe Borbenga: Il y a deux versions; la première, qu'ils ont annoncée officiellement, est celle de la non rentabilité qui justifierait une restructuration à Splintex puisque les performances y sont mauvaises depuis des années. Cela, on ne le conteste pas car les chiffres sont là. Mais tout cela a été décidé depuis plusieurs années. Ils ont tout mis en œuvre pour arriver à ces mauvais résultats et à prouver qu'il fallait délocaliser. Parce que, pour nous, ce n'est pas une restructuration mais bien clairement une délocalisation.

Il faut savoir que Splintex fait partie de la multinationale AGC, dont le siège est basé à Seneffe. C'est la direction AGC-Automotive qui est concernée, car il faut différencier l'automobile du verre plat. Ce sont eux qui décident pour les différents sites européens; trois en Italie, un en Tchéquie, un en Belgique et trois autres ailleurs en Europe. Au niveau européen, ils nous comparent entre nous sans arrêt pour évaluer les performances des différents sites. Depuis quelques années, le responsable Automobile-Europe est un français, Christian Bart qui, à mon avis, a tout mis en œuvre pour sanctionner le site belge de Fleurus au détriment des autres. Il y a quelques années, plusieurs sites en France étaient appelés à disparaître

parce qu'ils n'étaient pas assez rentables aux yeux de la direction. Soudainement, un changement d'attitude a mené à investir massivement en France. Maintenant, en France, cela marche très bien, ils ont de bonnes performances. Le problème c'est qu'à Fleurus, ils ont fait exactement l'inverse et y ont accumulé les mauvais résultats, tout à fait intentionnellement. Tout a été préparé depuis quelques années afin d'en arriver aujourd'hui au constat que puisque, à Fleurus, on est pas capable d'être rentable, on délocalise vers un autre site.

Mais ce qui est surtout choquant c'est la deuxième version qu'ils mettent en avant vis-à-vis des médias; celle qui met en cause le climat social qui règne ici à Fleurus. Ils mettent en avant tous les conflits sociaux de 2003. Ils citent 32 arrêts de travail avec un total de 32.000 heures de grève. Ils veulent impressionner; cela paraît beaucoup. Mais je rappelle qu'il y a 900 travailleurs dans l'usine, ce qui ne représente que cinq jours de grève par travailleurs en 2003, ce qui n'est pas énorme. Ensuite, si on a eu besoin de faire grève, c'était pour réagir à toutes les attaques patronales, on se devait de réagir.

Pourquoi avoir choisi de "séquestrer" de la direction ?

G.B.: Pour attirer l'attention des médias, pour sensibiliser l'opinion publique et

obliger les patrons à négocier.

D'où vient le site de Fleurus ? Comment est né Splintex ?

G.B.: Le début, c'est en 1975 avec les conflits sociaux à Gilly dans le secteur de la verrerie. Ensuite est venue l'idée de mettre en place des "flootes" qui ont démontré que l'ancien procédé de fabrication du verre n'était plus rentable. A la suite des luttes menées par les travailleurs de Gilly, des accords avaient été pris pour que l'on passe de la fabrication du verre à la transformation du verre, notamment pour le vitrage automobile, et cela a donné naissance à Splintex.

Pourquoi la direction décide-t-elle justement aujourd'hui de licencier 284 travailleurs ?

G.B.: Ce n'est pas nouveau, il faut savoir que, fin septembre, cette rumeur de restructuration circulait déjà. C'est au cours d'un conseil d'entreprise où nous, délégués syndicaux et délégués du conseil d'entreprise, avons demandé quel était le budget pour 2005 que la direction nous a déclaré que ce budget n'était pas saturé. Vu notre inquiétude, nous lui avons demandé si elle comptait pratiquer du chômage économique et la réponse a été qu'il n'y en aurait pas en 2005. Il nous semblait donc très clair que s'il n'y avait pas de pleine activité pour 2005 et pas de plan de chômage économique, c'est qu'il y avait un problème important et éventuellement des

licenciements à la clé. On a donc obligé la direction à nous donner plus de renseignements. Fin septembre, la direction de Boitsfort a déclaré à nos permanents qu'il y avait une réelle restructuration en vue, mais sans plus de précisions... L'usine de Splintex s'est alors arrêtée, on a mené une grève d'une semaine afin que l'on en sache plus. On a pu débattre une rencontre à Boitsfort avec la direction qui nous a finalement annoncé qu'il n'y aurait pas de restructuration!

En l'espace de quelques jours, ils se sont contredits deux, trois fois. C'est un climat très difficile à gérer; leur volonté était surtout de promettre n'importe quoi pour qu'on reprenne le travail, chose qu'on a fait début octobre. D'octobre à fin novembre, ils se sont préparés pour faire face au conflit qu'ils savaient qui allait éclater dès qu'ils annonceraient la

restructuration. Ils ont fait faire des heures supplémentaires en masse et ont même engagé des travailleurs sous contrats précaires pour accumuler des stocks comme je n'en n'ai jamais vus. Ils ont même loué des plates-formes supplémentaires pour pouvoir fournir les clients si nous nous mettions en grève pendant quelques semaines, voire plusieurs mois. Il faut donc savoir qu'ils se sont bien préparés pour le mouvement qu'on est en train de mener pour refuser la restructuration.

Le cas de Splintex se déroule dans le contexte de la mondialisation du capitalisme. Qu'en pensez-vous et est-ce que les travailleurs sont conscients aussi de cet aspect du conflit ?

G.B.: Bien sûr. On sait déjà depuis quelques temps qu'on fait partie d'une

multinationale. On sait qu'à Splintex on a un carnet de commande qui est plein jusqu'en 2008. Donc des commandes, on en a. On a un outil qui est automatisé mais qui ne tourne pas assez bien. Il s'agit donc pour nous de prouver cela et qu'ils ont tout simplement décidé de délocaliser.

On est conscients de la mondialisation, parce qu'on se dit qu'un actionnaire, qu'il soit Japonais, Américain ou n'importe quoi, a pour seul but de faire de l'argent. Or, Fleurus peut être rentable. Nous avons donc posé clairement une question: comment comptent-ils assurer leur production en supprimant l'outil de Splintex ? S'il s'agissait de délocaliser en Chine ou ailleurs où la main d'œuvre est moins chère, ils auraient un argument. Mais on sait qu'en Tchèque, l'usine de fabrication de vitrage automobile est sat-

Charleroi: Deux assemblées et une manif qui chauffent

Deux assemblées générales interprofessionnelles de la FGTB Charleroi sur la convention collective se sont tenues le 23 novembre et le 8 décembre. Dans les deux cas, la salle était comble, réunissant près de 350 délégués. L'ambiance fut chaude et indescriptible. En témoignent une vingtaine d'interventions dans chacune des assemblées, dirigées tant contre le gouvernement et le patronat que contre l'inertie des directions syndicales de ces dernières années. Les interventions allaient toutes dans le même sens : augmentation des salaires, maintien de la pré-pension et de l'index, et on en a marre ! C'est aussi lors de la première assemblée, qu'une manifestation dans les rues de Charleroi avant elle du 21 décembre à Bruxelles a été réclamée. Certaines interventions proposaient 24 heures de grève pour cette journée.

Tous ensemble à l'action !

La deuxième assemblée fut encore plus chaude, plus enthousiaste et plus déterminée que la première car, entre temps, les travailleurs de AGC Splintex automobile à Fleurus étaient partis en grève. A cette assemblée, les camarades de Splintex, chaudement applaudis, ont fait le point sur leur situation en expliquant

les raisons de leur juste grève, ainsi que la séquestration de la direction qui avait annoncé le licenciement de 284 travailleurs. La séquestration n'avait pour autre but que d'obtenir une réunion le plus vite possible avec la direction mère de la société.

Cette deuxième assemblée générale des délégués était elle aussi déterminée à



combattre. Toutes les interventions allaient dans le sens de l'action. Les travailleurs y ont dit leur ras-le-bol du chômage, des politiques intérimaires, de la flexibilité des heures de travail, des cadences infernales, " On en a marre ! C'est de l'action qu'il nous faut " scandaient les travailleurs. On n'avait plus vu une telle ambiance et une telle détermi-

nation dans une assemblée depuis plus de vingt ans ! L'assemblée s'est terminée au chant vibrant de l'Internationale, tous debout le poing levé.

La manifestation

La manifestation qui s'est déroulée le 13 décembre fut un réel succès. Plus de 6000 travailleurs ont défilé dans les rues de Charleroi en réaction aux acquis sociaux que le patronat veut leur sucrer dans les négociations interprofessionnelles tels que la pré-pension, l'index, etc.

Mais ils étaient là aussi en signe de solidarité et de soutien au combat mené par les travailleurs de AGC Splintex Glaverbel contre les 284 licenciements annoncés. Tous les sièges régionaux de Glaverbel (Jumet, Roux, Lodelinsart et Seneffe) observaient 24 heures de grève, de même que d'autres entreprises Caterpillar, la Sonaca, les TEC, etc. A noter aussi la présence de nombreuses délégations de Glaverbel, comme Moustier, Mol, Zeebrugge et même une délégation de Maubeuge. La manifestation était imposante par son dynamisme. Elle reflétait également l'état d'esprit et la volonté de combat qui anime aujourd'hui les travailleurs carolos. ■

ANDRE HENRY

urée. Par contre, en Italie, ils ont investi dans un nouveau four; tout ce qu'on ne ferait pas ici devrait être délocalisé en Italie. Tout le monde sait que la main d'œuvre en Italie a plus ou moins la même valeur qu'en Belgique...

Où en sont les négociations ?

G.B.: On ne peut pas vraiment parler de négociations puisque rien n'a été négocié du tout. Dès l'annonce de cette restructuration, le mandat des travailleurs en assemblée générale a été de refuser ce plan de restructuration et les pertes d'emploi. On s'est donc inscrits ce schéma et il n'est pas question de parler de négociations à ce jour car il y a eu rupture du dialogue.

Dans un premier temps, un "comité d'alerte" a été mis en place par la Région wallonne, ce comité avait déjà été prévu depuis quelques mois, mais c'est pour Splintex qu'il a fonctionné pour la première fois. Le but de ce comité d'alerte était de renouer le dialogue entre syndicats et patrons, chose qui a été faite et qui nous a amené par la suite en conciliation au Ministère de l'emploi à Bruxelles. Il y a eu une première suspen-

sion des débats puisqu'il y avait un désaccord total entre patrons et syndicats. On s'est vu une deuxième fois et c'était la même chose, de même pour la troisième rencontre car ils campent toujours sur leurs positions et nous sur les nôtres.

Qu'en est-il de la combativité des travailleurs ? Est-elle encore intacte ?

G.B.: Je pense qu'elle est non seulement intacte, mais qu'elle est en train de s'amplifier. Par exemple, la première fois qu'on est allés à Bruxelles, il y avait une cinquantaine de travailleurs. La deuxième fois, nous étions une bonne centaine et aujourd'hui 200.

En plus, il faut citer les 24 heures de grève qui ont été décrétées dans tous les sites Glaverbel de la région, ainsi que la manifestation du 13 décembre qui s'est déroulée à Charleroi pour les accords interprofessionnels. Splintex y a tenu une bonne place et a été soutenue par tout l'Interprofessionnel et je sais qu'au niveau national certaines choses sont en train de se mettre en place.

Vous avez créé un comité de

grève, comment fonctionne-t-il ? Et qu'envisage-t-il ? des débats, des actions ?

G.B.: On a mis en place un comité de grève qui, il faut l'avouer, n'a pas fonctionné correctement, mais malgré tout les résultats sont là, puisqu'à présent nous en sommes à quinze jours de grève.

Peut-être que tout n'a pas été fait et organisé pour que tout le monde s'implique. Il y a certaines lacunes, mais on va y remédier avec le comité de grève afin de mieux distribuer les tâches pour qu'il y ait beaucoup plus d'organisation qu'aujourd'hui.

Quelle est ton impression sur les Assemblées générales interprofessionnelles FGFB à Charleroi, qui ont été très militantes et combatives ?

G.B.: Les Assemblées interprofessionnelles étaient en déclin. Aujourd'hui on a un signal fort de la base et des délégués et, je pense, du bureau. Le bureau en a d'ailleurs surpris plus d'un par le ton qu'il a adopté en appelant au combat, ce qui est aujourd'hui la seule solution envisageable. ■

Quand se côtoient des besoins criants et des budgets serrés (ou inexistant), persistent sans problèmes un manque d'infrastructures et des statuts précaires. Et cela encore plus quand on attend les résultats de promesses non tenues. On tourne en rond. C'est une équation que les travailleurs/euses du secteur non-marchand ne connaissent que trop bien. La Communauté française vient de boucler son budget et qu'a-t-elle oublié ? Les "bonnes femmes du non marchand" bien sûr. Mais on n'est pas transparent/es ! PAR CÉLINE CAUDRON

Le non-marchand n'est pas transparent

Petit historique...

En juin 2000, les employeurs et les syndicats du secteur non-marchand signent les accords du non-marchand avec le gouvernement fédéral. Quelques mois plus tard suivent des accords similaires avec les gouvernements régionaux et communautaires. Ces accords établissent des balises communes pour la majorité des différents sous-secteurs dépendant d'un même pouvoir subsidiant. Etalés sur

cinq ans, ils abordent les questions de la formation, des fins de carrière ou de l'alignement des barèmes de tous les sous-secteurs sur le barème hospitalier (CP 501/1).

Evidemment, il est bien spécifié que ces promesses devront se concrétiser en tenant compte des "contraintes budgétaires" des pouvoirs subsidants. Pour les sous-secteurs subsidiés par la Communauté Française, la ques-

tion du refinancement de la Communauté est donc cruciale. Ainsi, quatre ans après la signature de cet accord, on constate qu'il n'a été que partiellement respecté.

Contrairement à leurs collègues dépendant des régions et du fédéral, les travailleurs/euses du non-marchand de la Communauté française sont loin d'atteindre le barème 305.01. Certain/es n'atteignent même

pas 75% de ce barème. Cela se traduit par des différences de 5 à 20% entre les salaires des secteurs communautaires et ceux des secteurs fédéraux et régionaux qui sont pourtant loin d'être faramineux ! Rappelons que les travailleurs/euses du non-marchand sont reconnus comme étant les moins bien payé/es de toute la Belgique...



Revalorisera... revalorisera pas?

Une petite lueur d'espoir est apparue quand ce refinancement tant attendu a été annoncé avant les élections de 2004. Dans sa déclaration gouvernementale de juin 2004, le nouveau gouvernement de la Communauté garantissait alors le respect des engagements de 2000 et la reprise des négociations pour améliorer cet accord. Dans son plan d'ajustement budgétaire pour 2004, le gouvernement de la Communauté prévoyait d'affecter quelques 30 millions d'euros pour revaloriser le non-marchand

en 2005. Mais la proposition de budget 2005 récemment mise sur la table n'envisage aucune marge pour améliorer l'accord !

En décembre, la Ministre-Présidente Arena, a promis que le non-marchand atteindrait au minimum les barèmes de la fonction publique en 2005. Mais il n'est pas encore question de se rapprocher du barème hospitalier comme le revendique le front commun syndical. Pour ce qui est de la négociation de l'accord 2006-2010, le gouvernement de la Communauté française précise qu'il faudra tenir

compte des finances disponibles. En juin 2005, lors du réajustement budgétaire, la Ministre-Présidente promet de donner la priorité au non-marchand pour renégocier l'harmonisation barémique vers le barème hospitalier... encore des promesses... ■

Y a quoi dans le non marchand?

Le secteur non-marchand comprend plusieurs sous-secteurs qui sont financés par des niveaux de pouvoirs différents. Pour y voir plus clair :

Fédéral	Régional	Communautaire
Les soins de santé (CP 305):		
Hôpitaux Maisons de repos et de soins Homes pour personnes âgées Centres de réhabilitation Croix rouge ...	Ambulatoire (Centres de plannings familiaux, Centres pour toxicomanes, Centres de santé mentale, ...)	Milieus d'accueil de l'enfant (Crèches, Services d'accueillantes, ...) Promotion de la santé Inspection médicale scolaire
L'aide sociale (CP 319)		
	Centres de jour et d'hébergement Formation professionnelle Maisons maternelles ...	Centres d'aide sociale aux détenus Aide à la jeunesse
Les services d'aide à domicile (CP 318)		
	Aides familiales Aides aux seniors Aide aux personnes handicapées ...	Services d'accueil spécialisé à la Petite Enfance
Le Socioculturel (CP 329)		
ONG de développement	Insertion socioprofessionnelle	Centres culturels Fédérations sportives Éducation permanente Organisations de jeunesse Médiathèque Télévisions locales communautaires Bibliothèques publiques ...
CP 200		
Organismes sociaux (mutuelles, caisses d'allocations familiales, secrétariats sociaux, ...)	Diverses asbl	Diverses asbl
Aucune CP		
		Universités subventionnées (UCL, ULB, FUNDP, FUCAM)

Le secteur des soins de santé est un des gros points sensibles de la sécurité sociale. Les dépenses ont doublé entre 1990 et 2002 dans ce secteur, tandis que le revenu disponible n'augmentait que de 51%. En 1995, le coût des soins de santé au sein de la sécurité sociale se chiffrait encore à quelques 10 milliards d'Euros. En 2004, ils monte à 16 milliards. En 1980, 24% du budget de la sécurité sociale était consacré aux soins de santé. En 2004, on en est à 35%. Tandis que l'Europe intensifie la pression en faveur d'une privatisation du système, la majorité des partis flamands s'empare du problème pour exiger la scission de la sécurité sociale. PAR MATTHIAS LIEVENS

La Santé MALADE du néolibéralisme

Dans les années 90, la norme de croissance pour les dépenses de l'ONSS était limitée à 1,5% par an. Elle a été portée à 2,5% en 1999. Malgré cela, chaque année, la norme a été dépassée. Elle est aujourd'hui à 4,5% et cette augmentation est une petite victoire face au discours sur les restrictions. N'empêche que les informations désespérantes qui annoncent d'énormes dépassements budgétaires continuent à pleuvoir. Les chiffres du déficit pour 2004 varient entre 300 et 600 millions d'euros, voire plus. La sécurité sociale semble ainsi être un système intenable! Mais personne ne soulève que, si le déficit total de la sécu se monte à un milliard d'euros en 2005, les diminutions des cotisations patronales, elles, ne se chiffrent pas à moins de 5 milliards...

L'augmentation des coûts dans le secteur des soins de santé s'explique de diverses façons. Il y a le vieillissement et le coût croissant de certains nouveaux traitements médicaux. Il y a certainement des abus, tels que la prescription de médicaments chers par certains médecins. Ceux-ci ne sont pas sanctionnés pour ces pratiques, mais sont au contraire récompensés par l'industrie pharmaceutique. Peut-on parler de surconsommation, comme les néolibéraux le prétendent ?

Des analyses réalisées par la Fédération des Mutualités Catholiques pour la période 1990-2000 montrent surtout que l'augmentation des dépenses est moins due aux volumes ou à l'inflation qu'à la conséquence

de l'évolution des prix (des nouveaux médicaments et de la technologie, à côté des hausses salariales - relatives !). Seulement 20% de l'augmentation a quelque chose à voir avec l'augmentation de la consommation, qui doit surtout être mise sur le compte du vieillissement.

Les cas éventuels de surconsomma-



tion ne peuvent pas non plus être mis purement et simplement sur le dos des patients. Des voix s'élèvent en faveur de l'augmentation du ticket modérateur dans le but de dissuader les patients d'aller trop chez le médecin. C'est au contraire le système de la médecine à l'acte qui incite à la surconsommation et nuit à la qualité des soins. La logique de ce système pousse à multiplier le nombre de patients et à favoriser les thérapies les plus longues et les plus chères au détriment des plus efficaces. La facture maximum, qui est une mesure positive évidemment, ne touche pas au système en tant que tel.

Les coûts croissants dans le secteur

des soins de santé ne doivent pas être vus à priori comme quelque chose de négatif. Ils fournissent aussi un indicateur de l'amélioration possible des conditions de vie des gens. Pourquoi personne ne dénonce-t-il le fait que les dépenses pour les voitures ou pour les ordinateurs, par exemple, croissent plus vite que le PIB? De toute évidence, une certaine sorte de consommation est bonne pour le type d'économie dans lequel nous vivons, et une autre ne l'est pas.

Les cris alarmistes concernent surtout la part de la consommation qui est socialisée (via la sécurité sociale ou les services publics). Le patronat ne vise naturellement pas explicitement cette socialisation dans ses déclarations. Il se plaint surtout de l'inefficacité supposée du système: selon lui, le secteur relativement bon marché des soins de santé engendrerait une surconsommation, donc un gaspillage. Mais est-ce vrai ?

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, en 2001, 8,9% du PNB belge était consacré aux soins de santé⁽¹⁾. 71,7 % de ce montant était couvert par la sécurité sociale. Au cours de la même année, les dépenses de santé aux Etats-Unis se montaient, par le jeu du "libre marché" à 13,9% du PNB, dont 44,4% seulement couverts par la collectivité. Les Etats-Unis dépensent presque deux fois plus par personne et par an que la Belgique en soins de santé. Malgré cela, en 2000, l'OMS classe la Belgique en 21^e position des meilleurs systèmes de santé à

l'échelle mondiale, tandis que les Etats-Unis sont en 37^e place. L'espérance de vie aux Etats-Unis est plus basse qu'en Belgique, la mortalité infantile est supérieure. Dans les années 2002-2003, un Américain de moins de 65 ans sur trois n'avait pas de couverture santé⁽²⁾. Cela représente plus de 80 millions de gens.

En Belgique, il n'y a pas seulement la pression pour privatiser et pour faire des économies. En effet, les partis bourgeois flamands transforment toute question en question communautaire. Selon le NVA et le VLD en particulier, les soins de santé et les allocations familiales doivent être régionalisés. Fin novembre, les hôpitaux flamands du réseau catholique ont également plaidé pour la scission, avec le soutien d'Yves Leterme et d'Inge Vervotte (CD&V), sous prétexte que le ministre Demotte (PS) ne prendrait pas assez de mesures structurelles (lisez "d'austérité"). Voka, l'organisation patronale flamande, soutient aussi cette revendication et s'en est pris durement au ministre Demotte. Selon un sondage auprès des administrateurs délégués, publié dans le *Standaard*, 72% des chefs d'entreprise en Flandre sont pour la scission (DS, 16/12/04). Stevaert est le seul qui s'y soit opposé, tandis que De Batselier (SP.A) appuyait lui aussi la scission. Pourtant, la farce autour de l'hôpital Dodoen, à Malines, où les médecins poussaient à la surconsommation, n'a pas fait du bien à l'image simpliste diffusée par les partisans de la scission. Comme si la Wallonie avait le monopole des abus! Réduire "l'assainissement" de la sécurité sociale à la question du démantèlement des "transferts" de la Flandre vers la Wallonie est naïf, mais cela passe quand même comme une lettre à la poste.

La communautarisation enterrerait le principe d'assurance. Pour une bonne assurance, il est important que le risque soit réparti sur le plus grand groupe d'assurés possible. Il y a effectivement des différences structurelles dans la consommation des



soins médicaux. La droite flamande essaie de les expliquer en termes de clientélisme de la culture PS, de "profitariat" et de laxisme des Wallons. Les Wallons, par exemple, seraient des fans des examens pré-opératoires. A l'inverse, les francophones prétendent que la Flandre dépense plus en soins psychiatriques et en institutions de repos et de soins.

Les excès et les abus doivent naturellement être combattus. Pourtant, ces différences ont en partie une base réelle. Comment des différences de "culture" liées à la langue pourraient-elles avoir un tel impact? Il y a des causes structurelles pour des profils de consommation différents qui ont à voir avec le fait que les gens vivent à la campagne ou en ville, avec le milieu social, le niveau de chômage et de revenu, le type de travail presté par les gens. Les hôpitaux limbourgeois sont aussi meilleur marché que les autres hôpitaux flamands. Quelle est la "différence culturelle" qui l'expliquerait? Il y a de grandes différences aussi entre le Nord et le Sud des Pays-Bas sur le plan de la consommation médicale, et cela n'est pas agité comme raison pour revoir l'assurance santé dans ce pays.

Plaider pour la scission de la sécurité sociale est donc tout simplement une manière de vouloir briser la solidarité. La seule réponse rationnelle au prob-

lème est la suppression de la médecine à l'acte, une mise au pas de l'industrie pharmaceutique et la formulation de règles claires pour tout le pays de sorte que les mêmes actes aient partout le même coût.

Serrer la ceinture ne peut pas être une option, étant donné que cela se fait aux dépens du patient. Privatiser non plus: les soins de santé doivent être un droit universel, et ne doivent pas être rendus dépendants du pouvoir d'achat. Le choix devant nous est simple: ou bien des cotisations sociales élevées avec une médecine gratuite, ou bien des cotisations basses avec une médecine privée. Seule la première option, qui reconnaît le droit universel à des soins de santé, est un choix civilisé. A la place du système actuel de médecine à l'acte, avec ses cabinets privés et ses pharmacies privées, il faut un système public de centres de santé de quartier, avec un salaire fixe pour toutes les professions de la santé. Aucun frein financier ne devrait être opposé à une bonne santé: "à chacun selon ses besoins", tel est notre principe socialiste! ■

Notes:

(1) World Health Report 2003.

(2) D. Sicot, *Sécurité sociale, des propositions pour une autre réforme*, dans *le Monde Diplomatique*, juillet 2004, p. 4.

PENSER ^{local} _{global} AGIR ^{global} _{local}

débats

Roger Jacobs:
"La réalisation de la
libération complète est
l'affaire d'hommes et de
femmes ordinaires dans
leur vie privée"

Le livre *Résister c'est créer* de Florence Aubenais et Miguel Benasayag (Editions La Découverte, 2003), suscite d'intéressants débats parmi les courants progressistes. Pour les illustrer, la gauche donne la parole à Roger Jacobs et David Dessers. Le premier travaille au Centrum Basiseducatie (Centre d'Education de Base) de Hasselt. Il a publié, avec Jef van Doorslaer, un livre sur l'éducation dans l'Etat social actif (*Het pomphuis van de 21ste eeuw*, EPO, 2000). Le second, membre du POS, est co-rédacteur de Rood-La Gauche.

Roger Jacobs

Miguel Benasayag est un ancien combattant guévariste de la guérilla en Argentine qui réfléchit depuis quelques années à la question des nouvelles formes de résistance politique et à la naissance d'une "nouvelle radicalité" dont il situe l'origine à la révolte des Zapatistes au Chiapas en 1994. Cette réflexion s'est reliée à une pratique militante dans le cadre d'un collectif qu'il a créé ("Malgré tout"), à travers le manifeste des sans terre Indiens de l'université des peuples ("Cité 4000"), ou encore via le réseau "No vox", actif dans le mouvement des "Sans". En tant que "militant et chercheur", comme il se définit volontiers lui-même, il a publié un "abécédaire de l'engagement militant".

Avec, comme devise, "l'universel se situe dans particulier", Miguel Benasayag affirme que le "global" est contenu dans le "local". La globalisation économique a des répercussions sur chaque aspect de la vie - travail, enseignement, sport, culture, loisirs... - et cela au niveau local. Si nous voulons combattre cette globalisation néo-libérale, nous devons développer des micro-pratiques très concrètes et des réseaux de modes de vie alternatifs. Dénoncer et dire simplement que "le capitalisme est mauvais" ne suffit pas. Il faut vouloir être quelque chose d'autre, quelque chose de désirable, de positif, afin de pouvoir le dépasser.

Benasayag établit une distinction importante entre sa vision, "penser local, agir local", et celle, propre au "modernisme", qui consiste à "penser et agir globalement" et pour laquelle les "mauvaises structures de pouvoir" existantes doivent être réformées ou remplacées

par une révolution pour arriver à de "bonnes structures de pouvoir", préconçues à l'avance par des intellectuels progressistes.

Benasayag souligne les deux grands défauts de ce dernier modèle. D'une part, il est condamné à un certain attentisme à cause de sa promesse du "Grand soir inévitable". Puisque le système capitaliste s'effondrera inéluctablement, il n'est pas nécessaire d'engager tous les moyens possibles pour atteindre le but postulé. D'autre part, puisque les partisans de cette pratique ont la conviction qu'ils sont les "bons" absolus, ceux qui ne partagent pas cette vision sont automatiquement diabolisés et rejetés.

Si les partisans du "penser global et agir global" pensent avec raison que la société peut être changée par la base, par des actions de base ou par l'action directe, ils ne sont pourtant pas convaincus que cela constitue une force suffisante. Pour cette raison, ils fondent leurs espoirs sur des mouvements politiques qui seraient la traduction globale des aspirations sociales du mouvement de base. Dans les années '70, en France, un puissant mouvement autogestionnaire s'est finalement reporté sur un Parti socialiste rénové grâce auquel Mitterrand allait être élu président en 1981. La même chose s'est produite dans les années '80, dans toute l'Europe occidentale, alors que les partis écologistes s'étaient présentés comme l'émanation politique des nouveaux mouvements sociaux.

Le mouvement de la base prétend entretenir des relations autonomes avec les partis politiques. Mais, au moment

du changement de pouvoir, ce mouvement de base est récupéré et neutralisé par l'appareil politique institutionnalisé. Les initiatives militantes se professionnalisent et sont normalisées, leurs pratiques s'adaptent aux règles qu'exigent les détenteurs du pouvoir politique "ami".

C'est pour cela que Benasayag opte pour le choix d'une "réflexion locale et d'un modèle de pratique local avec lequel le potentiel de changement des initiatives et des actions est entièrement rendu à la base de la société". La réalisation de la liberté est en rapport avec un changement de pouvoir politique au sommet, mais ce dernier doit être conditionné par les choix qui nous faisons dans nos diverses vies privées. Benasayag souligne que ces vies privées ont été profondément pénétrées par le modèle et les valeurs capitalistes. Le régime capitaliste exerce quotidiennement son contrôle politique sur nos vies: nous vivons non seulement dans un cadre capitaliste, mais le capitalisme vit aussi dans et par nous. C'est là une vision très libératrice car tout le monde peut alors s'attaquer individuellement au capitalisme. D'autre part, c'est également une vision très contraignante car le capitalisme peut uniquement assumer sa continuité parce que nous lui permettons de le faire.

Ces conceptions vont de paire avec le noyau de la pensée anarchiste: la responsabilité individuelle de la possibilité de libération. La réalisation de la "libération complète", autrefois dévolue à de "grandes personnalités" au cours d'événements historiques forts, est désormais devenue l'affaire d'hommes

David Dessers: "Le refus du système n'est pas possible pour toutes individuellement mais à travers une lutte collective et massive"

et de femmes ordinaires dans leurs tentatives pour mettre en place des relations et des pratiques libératrices dans leurs diverses vies privées. ■

David Dessers

Résister c'est créer ouvre un débat important sur la stratégie à suivre pour les mouvements d'opposition. Les "vieux débats" retrouvent une grande importance dans un nouveau contexte social. Mais nous nous demandons toutefois si le rejet résolu de Benasayag envers chaque forme de pouvoir ne condamnerait pas la gauche à l'impuissance éternelle. Selon Benasayag, les mouvements d'opposition doivent se placer loin du pouvoir, du politique et des organisations politiques. Ils ne doivent nullement s'occuper du débat concernant les formes d'une autre société future (par exemple le socialisme) et pas du tout de la façon dont cette société pourrait se construire. Tout cela serait de l'ordre de "lendemains" incertains qui ne sont qu'une illusion selon Benasayag. Le changement viendrait d'une multitude d'initiatives de base où chacun défie et remet en question à sa façon la légitimité du capitalisme.

Une analyse soignée de tous les arguments de Benasayag ne peut se faire en quelques paragraphes. Nous nous limiterons donc à cinq critiques générales de son approche:

1. Nous sommes en désaccord avec l'idée qu'il faut uniquement agir et penser au niveau local. Pour deux raisons principales. Premièrement, parce que la pratique montre quotidiennement -aujourd'hui plus que jamais- que les gens puisent également leur

force à partir des expériences d'autres pays. Le contre-sommet de Seattle a été élaboré au niveau international pour contrer une politique qui se déploie au niveau mondial. Cette petite victoire face à cette institution globale a amené de la confiance et de la force pour lancer de nouvelles actions. Sans ces réseaux et actions internationales, nous serions toujours au niveau d'un localisme étroit, comme au début des années 90. Selon nous, il existe une dialectique évidente entre le "local" et le "global". L'alterglobalisme se développe dans le monde et en Europe d'une manière inégale mais combinée. Sans l'existence de forums sociaux mondiaux et européens, les actions coordonnées et les innombrables initiatives locales actuelles n'existeraient pas. Pour cela, il faut donc penser les actions à la fois localement et globalement.

2. L'approche de Benasayag correspond parfaitement à celle d'un bon nombre d'autres penseurs néo-libertaire en vogue. Ce courant correspond parfaitement, selon nous, au contexte politique actuel. Nous vivons en effet depuis quelques années une renaissance des luttes sociales. Mais le mouvement alterglobaliste n'a pas (encore) réussi à modifier les rapports de forces entre les classes. Il existe un énorme pouvoir de contestation mais ce qui est contesté reste provisoirement tout puissant. Dans un tel contexte contradictoire, des théories néolibertaires trouvent facilement un écho important car le changement social réel semble fort éloigné.

3. Dans ce contexte, il est extrêmement difficile d'imaginer concrètement un scénario de "révolution sociale". L'analyse qu'en fait Benasayag nous semble simpliste. Une révolution sociale ne peut se résumer à l'attente du "Grand Soir", qui serait une sorte d'explosion brutale, soudaine et imprévisible, par laquelle une petite minorité exercerait automatiquement une mainmise sur le pouvoir politique... Selon nous, une révolution sociale signifie que la majorité sociale arrache et exerce le pouvoir des mains de la classe dominante. Cela peut être le

résultat d'un processus long et complexe. La révolution proprement dite peut seulement être effective au moment où le "contre-pouvoir" s'est développé et a atteint une légitimité et une expérience telles qu'il est en mesure de modifier la logique sociale fondamentale.

4. Ceci nous ramène à la question du capitalisme. Il est, d'après nous, beaucoup plus qu'un simple système de "valeurs". Il est également et fondamentalement une manière d'organiser la production et les rapports sociaux de production qui en découlent. Nous pensons que les gens qui se trouvent et travaillent au sein de la production (matérielle mais aussi intellectuelle) occupent une position stratégique essentielle. Ils ont la possibilité de paralyser le système en son cœur même. Refuser le système individuellement n'est pas possible pour tous; certains ne pourront le faire qu'à travers une lutte collective et massive car la majorité n'a d'autres choix que de vendre sa force de travail en échange d'un salaire.

5. Benasayag a raison sur un point important: la gauche radicale doit proposer d'urgence quelque chose de "désirable". On ne peut rien construire en se contentant de discours et de critiques négatives. Pour se reconstruire, la gauche a besoin d'une multitude de projets concrets, de mouvements et d'initiatives, de nouvelles expériences de lutte à partir desquelles, dans une phase ultérieure, une nouvelle force politique anticapitaliste ou même révolutionnaire pourrait surgir. Malheureusement, cette étape est "de trop" pour Benasayag. Seul compterait le moment présent.

A lire Benasayag, on se dit que la lutte politique et sociale est encore loin de l'émancipation. Entre l'optimisme débridé des "lendemains qui chantent" et le deuil désabusé des modèles "clé sur porte" de sociétés alternatives, il y a un certain fatalisme symétrique. Malgré la "crise de la représentation politique" que connaît la gauche, il est plus que jamais nécessaire de construire un instrument politique qui brise ce fatalisme. ■

Les émeutes racistes brutales qui ont éclaté en février 2000 à El Ejido en Andalousie ont révélé une réalité peu connue de l'opinion publique en Europe: l'exploitation inhumaine d'immigrés, pour la plupart clandestins, dans l'agriculture et surtout dans le secteur des fruits et légumes. La présence d'un nombre élevé de clandestins est un élément essentiel pour ce secteur économique PAR ÉRIC MATRIGE

Le goût amer de nos fruits et légumes

La situation est plus spectaculaire dans la région d'Almeria, mais les abus dans les fruits et légumes existent partout en Europe. En Grande-Bretagne, le système utilisé pour fournir des ouvriers au secteur fruits et légumes s'appelle les gangmasters. Un gang veut dire une équipe d'ouvriers et les masters sont les maîtres. Ce sont donc des chefs d'équipes qui règlent le niveau de salaire et les conditions de travail. Ils sont payés par l'agriculteur pour ce service. Depuis 10 ou 15 ans, c'est devenu un big business. Certains gangmasters emploient jusqu'à 2 000 personnes, avec un chiffre d'affaire de 15 millions de livres par an. Les personnes des régions concernées ne suffisent plus et il faut chercher de la main d'œuvre plus loin, surtout en Europe de l'Est où le recrutement se fait tous azimuts. Les recrues de ces pays paient chacune entre 2 000 et 3 000 livres à cette mafia qui prépare les visas et souvent les faux papiers.

Aux Pays-Bas, l'un des premiers pays au monde à avoir intensifié son agriculture, un tiers des travailleurs clandestins se trouve dans l'agriculture et surtout le secteur maraîcher. Une étude de l'université de Rotterdam estime aujourd'hui le nombre de clandestin à 100 000. Chaque exploitation a besoin de seulement quelques permanents très qualifiés et de nombreux saisonniers sur des périodes

très courtes. Les clandestins conviennent donc très bien.

La production est organisée d'une manière ultra-moderne. Une grande partie de l'exploitation des serres est informatisée et, depuis peu, les travailleurs eux-mêmes sont surveillés par ordinateur. Ils ont un code-barre chacun, tout comme chaque rangée de fruits ou de légumes. De cette manière, le maraîcher peut contrôler la quantité et la qualité du travail effectué par chaque ouvrier.

Avec 7 millions d'habitants dont 19,8% sont des étrangers, la Suisse dépend fortement de travailleurs extérieurs pour le développement de son économie. Aujourd'hui on y trouve entre 15 000 et 300 000 étrangers sans-papiers. La valeur du travail en noir est estimée à 35 milliards de franc suisses par an, soit 9% du PIB. Et il existe toujours un manque de main d'œuvre dans certains secteurs.

La politique agricole suisse a subi des changements radicaux. Depuis une quinzaine d'années, les courants les plus modernistes ont bousculé la politique protectionniste ultra-libérale. Comme dans les autres pays, l'économie agricole repose sur une main d'œuvre mal payée. C'est pourquoi les premiers à fuir ce secteur furent les Suisses. Dans les années 50 à 70, on a donc fait appel

aux Italiens, aux Espagnols, aux Portugais et aux Yougoslaves qui ont travaillé sous le statut de saisonnier. Le saisonnier ne peut rester plus de 9 mois, il ne peut pas faire venir sa famille, il n'a pas le droit de changer d'emploi et il est assuré au minimum. Le droit au travail n'est pas respecté, avec la justification qu'il faut s'adapter aux conditions météorologiques. Ainsi, le travail de nuit est autorisé sans restriction.

Dans le contexte de rapprochement avec l'UE, le gouvernement suisse a diminué le nombre de permis de saisonniers -de 160 000 en 1990 à 88 000 en 1998- et le phénomène va en augmentant. A terme ce statut doit disparaître. La conséquence est que le nombre de travailleurs sans-papiers monte en flèche car la demande de main d'œuvre reste forte. Les travailleurs sans-papiers peuvent être estimés au nombre de 8 000 à 10 000 dans le secteur agricole.

La France n'échappe pas au phénomène qui est surtout visible dans le sud, dans les Bouches du Rhône. Mais les régions viticoles sont de plus en plus touchées. Rappelons que la France fut le premier pays à utiliser les contrat OIM...

Les contrats OIM

Face au manque de plus en plus cri-

ant de main d'œuvre à bas prix, l'UE et différents gouvernements développent l'idée de contrats saisonniers qui permettent de faire venir des travailleurs, sous statut temporaire, sans qu'ils obtiennent le droit au séjour ou au regroupement familial. Les contrats OIM dans l'agriculture en sont un exemple type.

Avec les contrat OIM, il y a présumption d'extra-territorialité, c'est-à-dire que, pour le droit, les travailleurs-euses ne sont pas sur le territoire du pays où ils-elles travaillent, ils-elles sont dans le pays de leur carte d'identité. Le temps que la personne sous contrat OIM passe dans un pays ne compte pas pour son ancienneté ni pour une demande de régularisation.

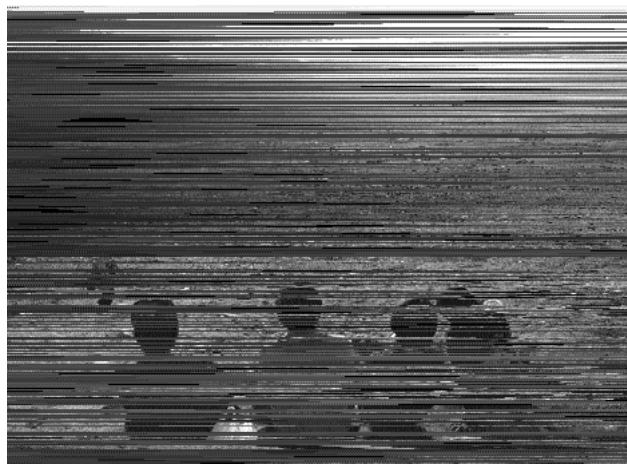
Même chose au niveau des droits sociaux. Ils cotisent à la sécurité sociale du pays où ils travaillent, mais ils ne sont couverts que le temps que dure le contrat. Il arrive que des ouvriers malades ou blessés soient hospitalisés plus longtemps que leur contrat. Dans ce cas, ils doivent prendre les frais à leur charge. Il n'y pas de regroupement familial puisque la personne est "demeurée" dans son pays d'origine. De plus, les allocations familiales sont calculées d'après les normes en vigueur dans le pays de domiciliation. Par exemple pour un Marocain travaillant en France, elles se limitent à 1/5, voire 1/6, de celles pratiquées en France.

Chaque contrat OIM est nominal. L'ouvrier est lié à son patron et ne peut pas changer sans un certificat de liberté. L'année suivante, l'employeur redemande ses contrats et fait rentrer son quota. Si l'ouvrier discute un jour son salaire ou refuse de faire des heures supplémentaires mal ou non rémunérées, il sait qu'il ne sera plus embauché l'année suivante.

Les contrats OIM étaient jusqu'il y a peu réservés à des ressortissants venant des pays du sud ou de Pologne, principalement à des

hommes. L'élargissement de l'UE à l'Est et la féminisation de la main d'œuvre ont ouvert de nouveaux champs de recherche pour les esclavagistes modernes. Les personnes venant de ce côté-ci de la méditerranée peuvent se déplacer plus facilement, le transport en bus est plus rapide et moins coûteux et permet par la même occasion de faire passer des ouvriers en surnombre de contrats.

Cette évolution a comme conséquence la mise en concurrence des gens venant du Sud et de l'Est, des emplois déclarés et des emplois clandestins. Tout cela présente des avantages pour le patronat, agricole ou



non. La présence d'une immigration légale ou illégale invisible constitue elle aussi un atout particulièrement précieux. Or dans les pays occidentaux, l'invisibilité c'est la blancheur de la peau et, accessoirement, l'appartenance à une culture aussi chrétienne que possible.

C'est ainsi qu'après les émeutes raciales contre les Marocains en Espagne, on a assisté à l'embauche de substitution de main d'œuvre venant des ex-républiques soviétiques. En 2002 en Andalousie dans la région d'Huelva, célèbre pour la production de fraises, 55 000 ouvriers saisonniers étaient employés, dont

10 000 étrangers. Le gouvernement espagnol autorisa un quota de 7 000 étrangers: 5 800 Polonais, 1 000 Roumains, 418 Marocains, 150 Colombiens... Plus de 6 000 Marocains embauchés depuis des années se retrouvèrent sans ressources. ■

En Belgique aussi...

L'engagement des immigrés dans le secteur des fruits se concentre dans les régions de Tongres, Saint Trond, Gent ...

Les salaires horaires s'échelonnent de 8 à 3 euros, selon les humeurs des patrons et surtout selon que l'on est belge, étranger avec ou sans papiers. Parmi ceux-ci, les préférés sont les Tchétchènes et les Guinéens. Sans permis, et donc sans protection, ils sont très malléables. Ils logent souvent sur place, en famille, dans des granges incommodes, sans aucune installation d'hygiène. Obligés d'accepter les heures supplémentaires gratuites, ils sont envoyés dans les champs les plus éloignés de la maison du maître, afin de ne pas être contrôlés. Plus près, on place les Congolais, les Ivoiriens, les Camerounais, plus prompts à se révolter

mais qui sont, au moins temporairement, en ordre de papiers.

Les contrats ne se signent qu'une fois le travail réalisé, et souvent les montants ne correspondent pas aux barèmes annoncés. Quant à la sécurité médicale... personne n'ose poser la question à l'embauche. Les accidents sont fréquents et, si vous n'avez pas de papiers... !

Mais quelle est cette organisation internationale connue sous le nom de l'OIM (organisation internationale des migrations) qui depuis sa création dit s'être occupée de la vie de plus de 14 millions de personnes. La gauche, dans son prochain numéro, aura l'occasion d'y revenir. ■

E.MATRIGE

Clarifications et enjeux ! Le Bureau national du Parti socialiste s'est prononcé pour un "oui de combat" au Traité constitutionnel. Le Conseil de Fédération d'Ecolo a fait de même. Nos directions syndicales nationales emboîtent le pas à la Confédération Européenne des Syndicats qui souligne l'avancée de cette nouvelle Constitution "dans une perspective plus spécifiquement sociale". Attac Belgique lance un Appel contre le projet de Constitution européenne: "Dire non au Traité constitutionnel pour construire une autre Europe" (voir en page 2 de ce numéro). Une consultation populaire n'est pas exclue avant la fin du premier semestre 2005. PAR DENIS HORMAN

Traité constitutionnel Des paroles aux actes !

L'insoutenable légèreté du PS et d'Ecolo

Le 6 décembre dernier, le Bureau national du PS, à l'unanimité moins une abstention, avançait un "oui de combat" au Traité constitutionnel, et cela sur base d'un document "arguments et analyses"

aux ont montré, texte à l'appui, que l'adoption de ce Traité constitutionnel constituerait un obstacle majeur pour la construction d'une Europe sociale, démocratique, écologique, solidaire. En dépit de ces interventions argumentées, le Président du PS,

tions du mouvement alter-mondialiste".

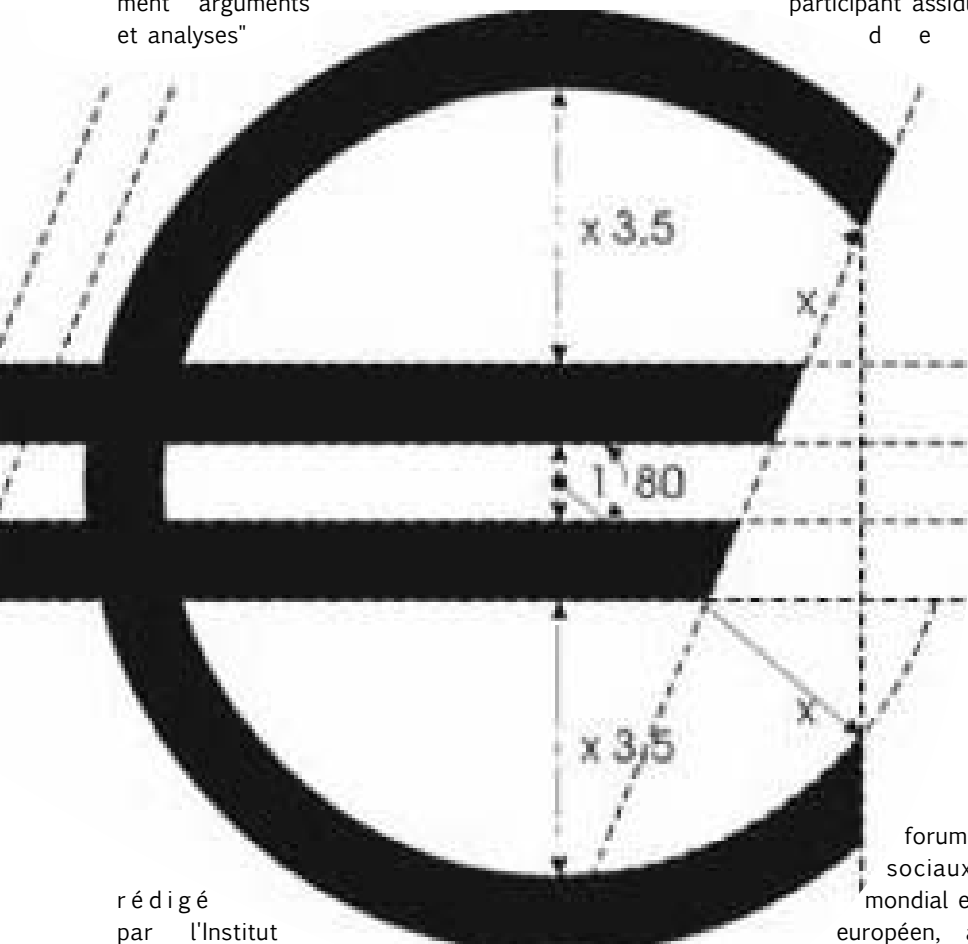
Le 17 décembre, le Conseil de Fédération d'Ecolo s'est prononcé à 75% des voix pour le Traité constitutionnel. Cette majorité "considère que ce Traité constitutionnel apporte des améliorations significatives par rapport aux Traités existants auxquels il devrait se substituer, en particulier sur le plan de l'extension de la démocratie parlementaire supranationale et sur celui de la consolidation des objectifs de développement durable, de solidarité sociale et de plein emploi".

Des arguments fallacieux

Tant du côté du PS, d'Ecolo que de la CES et chez bien d'autres partisans d'un "oui de gauche" ou de combat, on peut observer avec quel aplomb sont avancées des affirmations qui sont tout simplement en contradiction avec ce que dit ce Traité constitutionnel.

- Le pétitionnement d'un million de citoyens européens:

On sait - c'est dans le texte - qu'il faudra l'accord des 25 Etats membres de l'UE pour modifier ce Traité constitutionnel qui s'imposera aux institutions européennes comme à chacun des Etats membres. Mais d'aucuns évoquent le droit de pétition (un million de signatures d'un nombre significatif d'Etats membres), inscrit dans le texte, comme possibilité de modifier par la suite la Constitution. Dans le texte, il n'en est rien: un million ne signature ne pourra qu'"inviter la Commission, dans le cadre de ses



rédigé par l'Institut Emile Vandervelde (IEV) et destiné d'abord aux parlementaires. Lors d'un séminaire organisé par l'IEV le 25 octobre à l'ULB, séminaire présidé par Elio Di Rupo, des militant/es du mouvement ATTAC et d'autres mouvements soci-

forums sociaux, mondial et européen, a donné le la de l'adhésion à un Traité qui veut graver dans le marbre le credo libéral. Et pourtant, Elio Di Rupo est convaincu que "le PS est l'un des partis les plus crédibles pour comprendre et relayer les revendica-

attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyennes et citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application de la Constitution" (article I-47,4).

- La codécision du parlement

européen: Des partisans du oui affirment également que le Traité constitutionnel va donner au parlement européen la capacité de prendre lui-même l'initiative de lois. Mais que dit le texte? "Un acte législatif de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission, sauf dans les cas où la Constitution en dispose autrement" (art. I,26,2). Le Parlement européen ne peut modifier les textes soumis par la Commission que si celle-ci marque son accord.

- La reconnaissance des droits

sociaux: "La Constitution contiendra la Charte des droits fondamentaux - et donc d'importants droits sociaux - qui deviendra de ce fait juridiquement contraignante", souligne la résolution de la Confédération européenne des syndicats. Pourtant, le texte ne reconnaît pas les droits sociaux (droit au travail, à un revenu minimum, à un salaire minimum, à une allocation de chômage, à une pension de retraite, à la couverture des soins de santé, à un logement décent) comme de véritables droits justiciables. Ainsi, s'agissant de la santé et de la sécurité sociale, le texte "reconnait et respecte" ce qui se fait dans les Etats. Sans plus! Le droit au travail devient le droit "de travailler", c'est-à-dire à en chercher. De plus, l'UE n'adhère pas, dans le texte, à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (1948) qui reconnaît ces droits sociaux collectifs. Par contre, elle adhère à la Convention européenne des Droits de l'Homme, qui ne les reconnaît pas. Comme par hasard!

Le congrès de l'Interrégionale wallonne de la CGSP (juin 2004), qui a pris position contre le Traité constitutionnel, a eu la clairvoyance d'attirer l'attention sur ces formulations



pernicieuses qui traduisent en fait une profonde remise en question des droits sociaux.

- La préservation des services

publics: D'abord il faut être assez culotté pour affirmer cela, quand on constate, depuis des années déjà, le démantèlement, la libéralisation et la privatisation de plusieurs services publics. Le "Traité établissant une Constitution pour l'Europe" ne reconnaît ni les "services publics", ni les "services d'intérêt général". Il ne parle que des "services d'intérêt économique général" (SIEG), qu'il ne définit pas. Il confie à une loi européenne le soin de fixer les principes et les conditions de fonctionnement des SIEG.

"Quand on sait que la Commission conservera son monopole de l'initiative législative et qu'on mesure sa propension à démanteler les services publics dans l'Union européenne comme à l'OMC, on peut affirmer qu'il est pour le moins hardi de dire que le Traité constitutionnel donne une base légale aux services publics. On peut même considérer qu'en réalité, le Traité constitutionnel met en place les mécanismes qui permettront de les détruire". Cet extrait est tiré d'une analyse remarquable du Traité constitutionnel. "Non à ce qu'on appelle la constitution européenne", réalisée par le député Ecolo liégeois à la Région wallonne, Bernard Wesphal, qui, avec la députée fédérale Ecolo, Zoé Genot, sont les seuls parlementaires Ecolo - jusqu'à présent du moins - à s'opposer à ce Traité constitutionnel.

Un "non" constructif

"Nous appelons à opposer un Non majoritaire au Traité constitutionnel: un NON progressiste, en rupture avec le système libéral, et qui puisse notamment traduire dans les urnes ce que les mobilisations sociales, syndicales et alter-mondialistes de ces dernières années ont exprimé. Si demain les peuples rejettent le projet de Traité constitutionnel, l'Europe que nous voulons ne rentrera pas en crise. Bien au contraire, pour la première fois à ce niveau, nous ferons entendre ensemble notre volonté de changement. Dire non au traité constitutionnel n'est qu'un premier pas, un pas nécessaire qui va dans la bonne direction: celle de la construction d'une autre Europe, plus démocratique, sociale, pacifique, écologique et solidaire".

Avec cet appel qui à la fois argumente le rejet du Traité constitutionnel et s'inscrit dans la construction d'une autre Europe, ATTAC Belgique invite l'ensemble des personnes et des organisations qui "s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital" (charte de principes des forums sociaux) à construire une large front en faveur du NON. Car ce Traité constitutionnel veut entériner solennellement, graver dans le marbre le cours ultra-libéral suivi depuis de longues années par l'Union européenne et les gouvernements qui y souscrivent. Dans un bizarre mélange des genres, ce projet donne force constitutionnelle à la politique économique et monétaire de l'UE en décrétant que celle-ci doit être "conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre" (article III,177,185). ■

La vie politique et économique de l'Ukraine est dominée par les "clans": ce sont des groupements capitalistes liés aux structures politiques d'une part et aux éléments criminels d'autre part. Il y a quatre clans qui sont en concurrence, luttant pour le pouvoir et pour l'appropriation de la richesse publique. PAR VLADIMIR ZLENKO (*)

Vu du côté de la classe ouvrière

1. Le clan de Donetsk est dirigé par le citoyen le plus riche de l'Ukraine, Rinat Akhmatov. Viktor Ianoukovitch appartient à ce clan. Akhmatov "vaut" aujourd'hui 3,5 milliards de dollars US. "Le Parti des Régions", dont Viktor Ianoukovitch est le leader de fait, lui sert de couverture politique.

2. Le clan de Dnipropetrovsk est dirigé par Victor Pinchuk, fils adoptif du président sortant Leonid Kouchma. Le "Parti du travail de l'Ukraine", dirigé par Sergei Tigipko, lui sert de couverture politique. Bien qu'il ait annoncé il y a plusieurs mois qu'il le quittait pour se consacrer aux affaires, V. Pinchuk garde une influence dominante au sein de ce parti. On ne peut exclure qu'il sera candidat à la présidence de l'Ukraine, mais il n'a pas annoncé quand. Si l'actuelle crise conduit à la convocation d'une nouvelle élection présidentielle, il pourrait bien être mis en avant comme candidat.

3. Le clan de Kiev est conduit par Viktor Medechuk, qui est à la tête de l'administration présidentielle, et par Grigoriï Surkis, qui possède l'équipe de football de Kiev "Dynamo". C'est le "Parti social-démocrate d'Ukraine (unifié)" qui lui sert de couverture politique. Jusqu'à récemment Aleksandr Zinchenko travaillait au sein de ce groupe. Tête de liste électorale du parti, il a été élu député à la Verkhovna Rada (Conseil suprême, c'est-à-dire le Parlement), puis à la vice-présidence de celle-ci. Depuis il a rejoint l'équipe de Viktor Iouchtchenko et a dirigé sa campagne électorale.

4. Avant que Viktor Iouchtchenko ne soit apparu sur la scène politique, le clan occidental ne parvenait pas à réaliser une véritable percée politique sur la

scène nationale. Il était surtout actif à l'Ouest. Pour cette raison les oligarques qui appartiennent à ce clan ont le sentiment d'avoir été court-circuités dans le processus de privatisation de la richesse nationale. Trouvant cela injuste ils aspirent à augmenter leurs parts. Le plus connu parmi eux est le "roi des douceurs de l'Ukraine", Petr Poroshenki, qui était membre du "Parti social-démocrate de l'Ukraine (unifié)" jusqu'en 2000. Il l'a alors quitté pour prendre la tête du "Parti de la Solidarité de l'Ukraine", aux côtés de David Zhvaniya et de Nicolai Martynenko. Aleksandr Oemlchenko, le fils du maire de Kiev, est proche de ce clan et collabore avec lui. Youliya Timoshenko, une collègue de Pavel Lazarenko (qui, en tant que Premier ministre, a volé des millions et fut poursuivi aux États-Unis), travaille avec Iouchtchenko. Elle est recherchée par Interpol. Le pouvoir politique constitue sa meilleure protection contre les tribunaux. La principale orientation de tout ce beau monde est de parvenir à une nouvelle division des richesses... en sa faveur, si Iouchtchenko parvient à remporter la victoire. Ils sont, bien sûr, opposés à toute réforme politique qui pourrait réduire l'immense pouvoir du Président.

Les oligarques ukrainiens se sont enrichis très rapidement en pillant les propriétés de l'État et les économies des individus. L'État a activement aidé ce processus, en laissant se développer l'hyperinflation en 1992 afin de voler l'argent "excessif" dont disposait le peuple. C'est encore l'État qui a confisqué le capital circulant des entreprises.

Tout ceci a eu pour conséquence l'expropriation économique du peuple. Les travailleurs n'avaient pas la moindre chance

d'obtenir ne serait-ce qu'une parcelle de la richesse publique par la privatisation. C'est pour cela que le pouvoir de l'État est à ce point lié aux milieux criminels. Le pouvoir étatique et le monde criminel ont fusionné au cours de ce processus. Tous les oligarques sont des parlementaires et jouissent à ce titre de l'immunité contre les poursuites judiciaires. C'est une autre particularité de l'Ukraine: le capital oligarchique-criminel a investi directement les charges politiques. Iouchtchenko ne constitue nullement une exception.

Au sein du bloc de Iouchtchenko on note également la présence d'une série de partis nationalistes qui frôlent le fascisme. En premier lieu il s'agit du soi-disant "Parti de la liberté", qui jusqu'en 2003 portait le nom de "Parti social-nationaliste de l'Ukraine". C'est de ce parti que viennent les slogans qu'on peut parfois entendre: "L'Ukraine aux Ukrainiens!", "L'Ukraine depuis le San [rivière en Pologne actuelle] jusqu'au Don [fleuve en Russie actuelle]!", "Youpins et Moscovites hors de l'Ukraine!", "La Nation d'abord!", "Dictature nationale!", "Russie - l'ennemi n° 1!", etc.

L'actuel conflit n'est pas une lutte entre la démocratie et l'autocratie. De ce point de vue il n'y a pas de différence entre Ianoukovitch et Iouchtchenko: les deux ont pillé et continuent à piller le peuple ukrainien et l'État. La rengaine de Iouchtchenko au cours de ses meetings était: "Nous devons créer des riches; ainsi ils pourront aider les pauvres". Il n'a d'aucune manière offert aux travailleurs la possibilité de participer activement à la vie politique et économique, d'être les acteurs de leur histoire ni même de tra-

vailler honnêtement et de se nourrir décemment. Le rôle des travailleurs est d'attendre patiemment les largesses des riches.

Aucun des candidats ne représente les intérêts du peuple travailleur. Les deux clans oligarchiques s'affrontent pour pouvoir réaliser des profits fantastiques et s'approprier ce qui n'a pas encore été privatisé. Leur politique sera fondée uniquement sur l'exploitation des travailleurs. L'enjeu c'est qui sera le nouveau violeur de la nation.

Bien sûr Koutchma et son régime ont tenté d'imposer leur loi d'airain. Et il est aussi vrai qu'après les manifestations dans les rues le peuple ne sera plus le même - c'est un aspect positif. Le peuple aura appris à résister et - peut-être - il commencera à mieux comprendre ses intérêts propres et à exiger qu'ils soient respectés. Mais les travailleurs - cols bleus ou cols blancs - ne sont pas tous dans les rues. Ils n'ont toujours pas d'organisations à eux. Les étudiants qui se sont rassemblés sur la place centrale de Kiev ne comprennent pas encore leurs intérêts. Ils sont aveuglés par la perspective d'une victoire. Ils ne revendiquent pas "la démocratie politique et économique", ni le "respect des droits des travailleurs, ni encore moins "le pouvoir du peuple".

Une des particularités de l'histoire de l'Ukraine, c'est que nous n'avons pas connu de grands mouvements autonomes des masses. L'Ukraine a toujours lutté pour l'indépendance nationale alors que les revendications démocratiques et sociales passaient au second plan. L'oppression nationale avait eu des formes différentes à l'Ouest et à l'Est. La division a été aggravée en 1596, lorsque l'Ouest a adopté le catholicisme [l'Église catholique romaine du rite oriental, dite " uniate "] alors que l'Est demeurait orthodoxe. Il y avait véritablement deux pays. L'unification ne s'est pas produite par la volonté du peuple mais par les méthodes de Staline.

L'Ukraine occidentale avait à juste titre refusé cette méthode d'unification, c'est-à-dire la politique stalinienne d'exil et de

campes de travail, de collectivisation forcée et autres agissements criminels qui avaient accompagné l'unification. Même si c'est le passé, les générations disparues continuent à dominer les vivants. Aujourd'hui les branches orientale et occidentale du peuple divergent par leur culture, leur mentalité, leurs opinions politiques et leur potentiel économique. Dans leur essence ce sont deux peuples différents. Au cours des années qui ont suivi l'indépendance ils ont voté différemment, pour des candidats différents.

Les campagnes électorales, tant de lanoukovitch que de louchtchenko, étaient fondées sur l'opposition entre l'Est et l'Ouest. Ce faisant, elles ont encore exacerbé la division au lieu de tenter de rapprocher les deux communautés. Ce scénario a été établi dans

sur ce terrain entre les deux camps. Et si l'Ukraine doit mettre un terme au règne des gangsters, l'enjeu de la récente campagne n'était malheureusement pas de savoir si le peuple sera ignoré ou s'il sera représenté, mais bien par qui il sera opprimé. Aujourd'hui louchtchenko dépense des sommes considérables pour les manifestations et les podiums. Sans aucun doute cet argent vient des États-Unis. Les étudiants ont été payés pour manifester et vivre sous les tentes. Leur restauration est bien organisée. Imaginez seulement le coût des tentes et des couvertures, qui ont été préparées à l'avance dans un scénario bien orchestré.

La victoire de l'un de ces deux candidats ne sera pas une victoire du peuple. Pire, que ce soit l'un ou l'autre qui l'emporte, il n'essayera même pas de satisfaire



l'Ouest par les États-Unis, qui sont intéressés à maintenir les divisions. Avant 1991 l'Ukraine n'avait pas connu d'expérience étatique et donc la nation devait encore apprendre à vivre avec son propre État. Selon toutes probabilités cet apprentissage se fera par un sinieux cheminement, au travers victoires et défaites, sous des régimes aussi bien anti-populaires que démocratiques.

Quant aux violations de la loi électorale, elles ont eu lieu tant à l'Est qu'à l'Ouest. Il est très difficile de faire une différence

l'autre partie du peuple. La seule issue serait une nouvelle élection sans la participation des deux candidats. louchtchenko a déjà rejeté cette idée. Il ne tient qu'à sa victoire personnelle. La prochaine étape doit être l'introduction d'un système fédératif en Ukraine. ■

(*) Vladimir Zlenko, directeur de l'École pour la démocratie ouvrière en Ukraine (une école de formation syndicale), a été à la tête du Syndicat des travailleurs de l'industrie des machines automobiles et agricoles de l'Ukraine entre 1990 et 1999.

Article publié sur www.lagauche.com

Depuis l'an 2000, un drame couve en Côte d'Ivoire sans que la Communauté internationale veuille bien en prendre conscience. Malgré l'accélération des événements avec le début de la rébellion armée le 19 septembre 2002, la réaction internationale est restée timide, partagée entre la préservation de ses intérêts économiques et l'assistance humanitaire à des populations tragiquement en danger. PAR DANIEL KOLOU

Vers la guerre civile INEXORABLEMENT

Le 4 novembre dernier, Laurent Gbagbo a décidé de commencer à liquider la Côte d'Ivoire "non utile" (le Nord et l'Est) et de tester la détermination de la France dans sa gestion du conflit.

En violation totale du cessez-le-feu censé être garanti par les forces française "licorne" sous mandat de l'ONU, l'aviation de l'armée loyaliste ivoirienne bombarde les zones occupées par les rebelles, tuant des centaines de civils, sans que les forces "licornes" ne lèvent le petit doigt. Galvanisée par l'inaction de ceux qui sont chargés de surveiller la ligne de cessez-le-feu, l'aviation de Gbagbo attaque une des positions françaises pour permettre le passage des troupes et des milices au sol. Neuf soldats français perdent la vie. Les forces "licornes" se décident enfin à réagir et neutralisent les avions et hélicoptères qui pendant deux jours, avaient semé le deuil dans les zones rebelles. Aussitôt, le pouvoir d'Abidjan lâche sa meute extrémiste de "jeunes patriotes" contre les "étrangers" surtout français. Pendant quatre jours, on assiste à des scènes de violations grave des droits de l'Homme et d'atteintes à la

dignité humaine avec leur lot de pillages. Les affrontements physiques laissent ensuite la place à un affrontement diplomatique et médiatique.

D'un côté, le camp présidentiel ivoirien dénonce une occupation et une agression de la part de l'armée française soupçonnée de vouloir déposer Gbagbo. De l'autre côté, l'armée française déclare avoir agi en état de légitime défense et n'avoir utilisé les armes que pour des tirs de sommation. Dans cette querelle de clochers personne ne parle des centaines de victimes civiles des bombardements ni de la population qui vit dans des conditions sanitaires exécrables ou qui est contrainte à l'exil.

Depuis lors, la France a activé le conseil de sécurité pour adopter un embargo sur les armes et envisager des sanctions. Mais le régime en place sait que la France est très préoccupée par ses intérêts économiques et une certaine image d'elle-même. Il mise dessus. Aujourd'hui, le pouvoir ivoirien est parvenu à semer le doute dans l'esprit de la communauté internationale et même à rallier des personnes et

organisations honorables à sa cause en insistant sur le rôle de la France comme puissance d'occupation.

Un scénario à la rwandaise ?

C'est là toute la complexité de la crise ivoirienne. Les médiateurs se méprennent quand ils pensent que le jeu des élections pourra résoudre les problèmes.

En effet, comment s'accorder sur un listing électoral dans un pays fortement divisé et où la fibre ethno-clanique est exacerbée ? Qui organisera de telles élections et dans quel cadre sécuritaire ? Comment faire campagne, même pour un referendum, dans un pays où les milices mises en place par le pouvoir ont droit de vie et de mort sur n'importe qui ? Il est temps que la communauté internationale ouvre les yeux pour mieux voir le schéma rwandais qui se dessine en Côte d'Ivoire.

Personne ne s'émeut de la mise sous tutelle, par les plus extrémistes, des médias d'Etat qui servent de relais à la haine tribale et à la xénophobie. Personne ne s'émeut d'un pouvoir qui de plus en plus se totalitarise à la limite du fascisme. Personne ne

s'émeut de l'impunité dont jouissent les "jeunes patriotes" dirigés par Blé Goudé Charles, et personne ne semble voir les armes qui sont distribuées aux jeunes gens désœuvrés et dans les campagnes. Tout le monde, même l'opposition, ne se préoccupe que des élections présidentielles et de l'éligibilité d'un individu, oubliant la gangrène qui a atteint la moelle du peuple.

Ainsi, tout doucement, Gbagbo peaufine sa stratégie apocalyptique. Le départ de toute force d'interposition onusienne lui laisserait la liberté de se débarrasser de cette partie de la population qu'il juge non utile à la Côte d'Ivoire et qui est à présent

également mise à sac par les dénomés "rebelles".

L'occasion d'une quelconque consultation populaire pourrait être l'élément déclencheur d'un drame planifié. Seule une force d'interposition solide, sous contrôle réel de l'ONU, composée de troupes déterminées à agir, soutenues par la volonté de la communauté internationale, mais n'ayant rien à voir avec l'ancienne puissance coloniale, joint à un réel embargo sur les armes, pourra imposer le désarmement de toutes les milices et le cantonnement des armées. Préalable indispensable à la reconstruction de la vie sociale et politique dans le pays. Mais tout cela

ne servira à rien si la Côte d'Ivoire reste sous la dépendance économique des anciens, ou nouveaux, pouvoirs coloniaux.

C'est pourquoi nous devons travailler à promouvoir une conférence internationale des pays d'Afrique de l'Ouest qui reprenne l'initiative de la souveraineté et du développement régional en organisant un front des pays endettés pour refuser le paiement de la dette et pour privilégier une production et un commerce régionaux libérés des diktats du marché mondial. Avec ses réserves de matières premières, à commencer par le cacao, la Côte d'Ivoire a des atouts en poche! ■

Chávez, Trotsky et la révolution permanente...

Dans son discours de clôture de la Première rencontre des intellectuels nationaux et internationaux en défense de l'Humanité, le 5 décembre 2004 à Caracas, le président vénézuélien Hugo Chávez a parlé de Trotsky et de sa "Révolution permanente". Il a dit notamment: "Je suis en train de lire un livre qu'on m'a offert, *La révolution permanente, un livre formidable, de Trotsky*". La Radio Nationale du Venezuela (1) fournit pour sa part l'information suivante, à propos de ce discours: "Il a aussi exhorté la nécessité de reprendre l'étude des idées socialistes, de ses thèses originales, de réviser les erreurs, de se réorienter pour prendre la direction correcte, afin d'éviter l'extermination de l'espèce humaine, de la Terre, de la vie. En commentant cette tâche, il a dit qu'à Moscou (2) il avait acheté l'œuvre de Léon Trotsky, "La révolution permanente", dans laquelle le révolutionnaire bolchevique explique que les problèmes de chaque pays n'ont pas de solutions nationales, mais que ces problèmes incluent d'autres peuples, une thèse qu'il a dit partager entièrement. En syntonie avec cet objectif suprême, il a rappelé que ce lundi aura lieu dans cette ville le Congrès bolivarien des peuples, qui comprend pour le moment seulement l'espace latino-américain et caraïbéen, mais qui devrait à son avis être étendu

au monde entier. "Cet autre sommet complètera celui que nous concluons ici", a souligné Chávez".

"Nous devons laisser derrière nous le modèle capitaliste"

Par ailleurs, lors d'un discours à La Guaira, État de Vargas, le 28 octobre 2004 lors de la clôture de la campagne des élections municipales et régionales (États) qui ont eu lieu le 31 octobre, Chavez a également déclaré: "La seule manière, la seule manière véritable (...) de conduire notre peuple à sa pleine libération sociale et économique passe par une révolution complète, une révolution intégrale, une révolution qui doit assumer l'économie, c'est-à-dire une révolution qui en plus d'être politique, en plus d'être sociale, doit être économique en profondeur. Je vais le dire une bonne fois, nous devons laisser derrière nous le modèle capitaliste qui a été installé au Venezuela depuis si longtemps car, dans le cadre du modèle capitaliste, du modèle économique capitaliste, il n'y a pas de solution pour les problèmes les plus graves de la société, la pauvreté, la misère et l'exclusion... (...) Nous allons gouverner au cours des deux prochaines années avec un meilleur niveau de coordination, avec une plus grande efficacité et surtout pour réaliser un grand saut en avant dans la transformation politique,

dans la transformation sociale et surtout - et je dis surtout parce que l'économie est déterminant - la transformation économique. Le modèle capitaliste, nous l'avons dit, nous le laisserons derrière. Alors quel modèle demanderont certains? Il y a ici un modèle économique, il est contenu dans ses grands traits dans la Constitution, un modèle d'économie sociale, d'économie populaire, une économie productive diversifiée, l'économie humaniste parce qu'elle doit servir à donner à notre peuple, comme l'a dit Bolívar, la plus grande somme de bonheur possible à tous également et non à une minorité de privilégiés contre une majorité d'exclus. C'est donc dans cette direction que nous devons accélérer la marche et il faudra combattre durement contre les structures du système capitaliste". ■

INPRÉCOR, DÉCEMBRE 2004

(1) <<http://www.rnv.gov.ve/noticias/?act=ST&f=2&t=11170>> Ce discours de Chávez n'était pas encore disponible sur le site web qui publie généralement tous les discours du président vénézuélien au moment où nous mettons Inprecor sous presse. Les deux sources que nous avons utilisées, divergent sur la provenance (cadeau ou achat... à Moscou !) du livre de Trotsky. (2) Chávez a effectué une visite d'État à Moscou à la fin du mois de novembre. L'achat du livre à Moscou - surprenant - peut être le fruit de l'imagination du journaliste qui rapporte ces propos.

Né en 1936 à Jérusalem, exilé adolescent en Égypte puis aux États-Unis, l'intellectuel Edward W. Saïd, récemment décédé, fut longtemps professeur à la Columbia University de New York. Dans *L'Orientalisme*, publié en 1978, il analysait le système de représentation dans lequel l'Occident a enfermé l'Orient - et même, l'a créé - un sujet plus que jamais d'actualité car il retrace l'histoire des préjugés populaires anti-arabes et anti-islamiques, et révèle plus généralement la manière dont l'Occident, au cours de l'histoire, a appréhendé "l'autre". PAR MARTÍ CAUSA (*) - TRADUCTION DE CLARA LÓPEZ

L'Orientalisme

L'image de l'AUTRE

L'histoire des fausses images des autres civilisations remonte à la nuit des temps. Dans la description qu'il faisait de l'Inde, le Grec Cetsias (400 avant J.C), affirmait: *"Dans ces montagnes vivent des gens qui ont des têtes de chien. Ils s'habillent de fourrures animales et ne parlent aucune langue"*.

Des nos jours, l'image déshumanisée de "l'autre" est souvent l'antichambre de l'oppression et de la tentative de destruction. De ce fait, lorsque George W. Bush parle de "l'axe du mal", "de l'islamisme" ou "du terrorisme islamiste", il propage de fausses images à propos d'un bon nombre de personnes qui, si elles sont décrites au début sous une apparence humaine, méritent, en raison de leur méchanceté, d'être traitées moins bien que des chiens.

Cette idée préconçue "des autres" est également partagée par beaucoup de contemporains de Bush, et les conséquences sont tragiques: la guerre, l'occupation militaire, la destruction, la torture et des droits humains bafoués. Les croyances de Bush et de ses faucons sont le résultat d'une idéologie dominante dans le monde occidental. Une étude poussée, réalisée par l'intellectuel palestinien Edward W. Saïd qualifie cette idéologie d'"*orientalisme*".

En quoi consiste l'orientalisme ?

D'après Edward Saïd, l'orientalisme est le résultat de tout ce que Gramsci appelait l'hégémonie culturelle: un filtre, conditionné aux intérêts des grandes puissances, accepté par tous, que la culture orientale se doit de traverser avant de pénétrer la conscience occidentale.

Ses origines remontent à la nuit des temps (Saïd commence quant à lui son analyse systématique à partir de l'expédition de Napoléon en Égypte) Cependant, il ne s'agit pas d'une idéologie archaïque, car l'ensemble des stéréotypes, d'origines européennes, a connu certains changements et a été remis en circulation après le deuxième guerre mondiale, sous la coupe des États-Unis, les nouveaux maîtres du monde.

Cette idéologie n'est pas seulement partagée par Bush; mais aussi par les néoconservateurs et par les idéologues du "choc des civilisations", comme par exemple S. Huntington. Elle a également provoqué, aux États-Unis et dans les principaux pays occidentaux, une attitude "cohérente" de la part de nombreux érudits. L'influence de l'orientalisme ne s'étend pas uniquement au monde économique et politique; elle implique également le monde de la culture. Elle n'affecte pas seulement les nantis au pouvoir, mais aussi certains secteurs qui les combattent. De même, l'orientalisme ne se présente pas sous la forme "d'impuretés", c'est totalement le contraire; l'orientalisme est devenu une idéologie productrice qui a engendré de nouvelles connaissances et qui, selon sa logique, les a insérées dans l'ensemble de la culture.

Afin de résumer les principaux dogmes de l'orientalisme, il est préférable de céder la parole à Saïd lui-même: *"Le premier dogme est la différence entre l'Occident (raisonnable, humain et supérieur) et l'Orient (aberrant, sous-développé et inférieur). Le deuxième se base sur toutes les abstractions à pro-*

pos de l'Orient et particulièrement celles qui sont fondées sur les textes qui représentent une civilisation orientale "classique" plutôt que de référer directement aux réalités orientales modernes. Le troisième est que l'Orient est éternel, uniforme et est incapable de se définir lui-même. Enfin, le quatrième dogme affirme que l'Orient, dans le fond, est une entité dont il faut avoir peur... ou qu'il faut contrôler..." (1).

En ce qui concerne ses méthodes d'analyse, Saïd affirme: *"Seuls les arabistes et les islamologues sont restés à l'écart de tout type de révision. Pour eux, des concepts tels que "société islamique", "esprit arabe" et "psychisme oriental" existent. Même les spécialistes du monde islamique moderne continuent encore à utiliser, de façon anachronique, des textes comme le Coran pour interpréter n'importe quelle facette des sociétés égyptiennes ou algériennes contemporaines. L'Islam ou son idéal du VIIe siècle étendu à l'orientalisme représente l'unité totale qui ne fait pas référence aux influences plus récentes du colonialisme, de l'impérialisme et même de la vie politique normale. Des stéréotypes concernant la manière dont les Musulmans se comportent continuent à se développer avec un sang froid que personne n'oserait garder en parlant des Noirs ou des Juifs"*.

Voici son avis quant à l'infrastructure qui maintient l'orientalisme: *"Naturellement, il existe un système organisé d'études du Proche Orient, un réseau "d'anciens élèves" ou de "spécialistes" entrelacé par les échanges multinationaux, les fondations, les compagnies pétrolières,*

les missions, les services militaires, les départements extérieurs et les centrales de renseignement”.

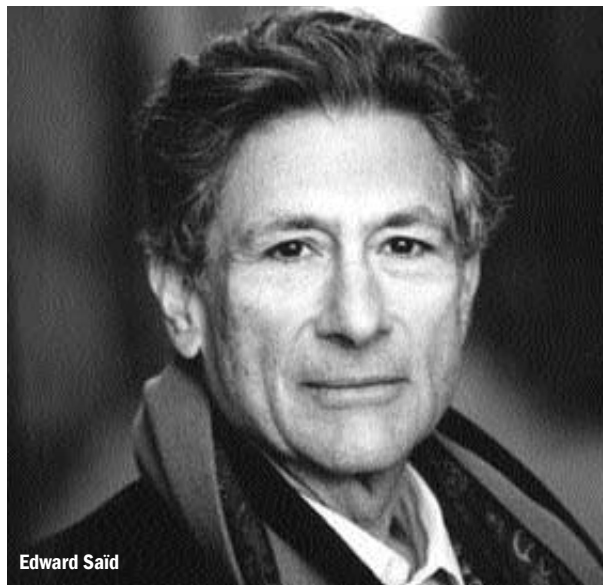
La toile d'araignée du pouvoir fait en sorte qu'aujourd'hui l'ennemi mondial est devenu "l'islamisme radical". Mais, dans la même foulée, la plupart des Arabes et des Musulmans sont considérés comme suspects. De plus, la mondialisation a éliminé les barrières entre la politique extérieure et intérieure (surtout, après les attentas du 11 septembre et du 11 mars). Les politiques des gouvernements occidentaux sont ainsi devenues impérialistes à l'extérieur et xénophobes ou racistes à l'intérieur.

Le regard que l'on porte

En supposant que l'orientalisme soit un miroir construit avec l'intention de "comprendre-déformer" "les autres" (les Arabes et Musulmans, par exemple), y aurait-il, au verso, un miroir similaire, même d'une autre couleur ? Les miroirs qui déforment énormément la réalité des choses sont-ils habituels dans nos relations avec "les autres" ? La réponse de Saïd est positive: "J'avais montré que le développement et l'entretien d'une culture exigent en même temps la présence d'un alter-ego qui soit différent et compétent. La naissance d'une identité établit des antagonismes dont la réalité est toujours une interprétation constante qui manifeste ses différences par rapport à nous. Chaque époque et chaque société a "ses autres". L'identité de nous-mêmes et celle de "l'autre" n'est pas statique; c'est une progression historique, sociale, intellectuelle et politique...". Autrement dit, les identités ne sont ni naturelles ni statiques, mais elles sont élaborées et dynamiques: leur élaboration est parallèle à l'image de "l'autre", ce qui ne signifie pas pour autant que les identités collectives soient créées de façon arbitraire.

Ces conclusions peuvent être fort productives. Le conflit israélo-palestinien en est un bon exemple. Dans ce cas là, Saïd part du principe que, si l'on est conscient de notre propre histoire et de celle "des autres", il est possible d'envisager

de vivre avec l'autre. A partir de là, il parle d'une troisième voie face aux issues de type "accords d'Oslo" et les alternatives proposées par le Hamas. Voici son raisonnement: "Une réconciliation n'est possible que si les deux peuples, communautés-martyrs, acceptent que leur existence constitue un fait laïque... ce qui implique l'autodétermination pour les deux. Mais cela implique aussi être capable de calmer, réduire et renoncer au statut spécial d'un peuple aux dépens de l'autre. Il faut considérer et partager conjointement la Loi de Retour pour les juifs et le Droit de Retour pour les réfugiés palestiniens. L'idée du "Grand Israël", terre du peuple juif offerte par Dieu, et celle de la Palestine,



Edward Saïd

territoire arabe qui ne peut être séparé de la patrie arabe, sont deux concepts qui doivent absolument réduire leur échelle et leur degré d'exclusivité"(2).

Les affirmations de Saïd peuvent-elles être considérées comme pratiques pour le peuple palestinien ? Trouvent-elles un écho parmi les Israéliens ? Avec une perspective similaire, Michel Warschawski(3) affirme que l'idée d'Etat binational était déjà présentée en 1992 par un groupe de militants arabes et juifs et qu'elle a été accueillie positivement par les Palestiniens de l'Etat d'Israël, surtout par le célèbre parlementaire Azmi Bishara. Pourtant, cette revendication n'a pas eu d'écho remarquable, ni dans les territoires occupés en Palestine ni dans les camps de réfugiés où la par-

tition et la construction d'un Etat indépendant est la seule revendication. Cette option est partagée par Warschawski, en tant que première étape nécessaire et réalisable. Chez les Israéliens, cette vision est très minoritaire; même si elle est soutenue par des intellectuels et des activistes. Le plus important est que l'idée d'un Etat binational suscite réflexions et adhésions, des deux côtés du conflit, même quand les sorties politiques plus immédiates y sont contraires. Comme l'historien israélien Amnon Raz-Krakotzin l'affirme, "Le binationalisme combine un ensemble de valeurs et pas obligatoirement un compromis politique concret. Ce concept implique la scission de l'identité nationale et de l'Etat mais aussi la perception de l'autre comme partie intégrante de l'autodétermination de chacun"(5).

L'utilité de ces idées ne se limite pas à la Palestine; s'il s'avère que nous avons construit collectivement les miroirs au travers desquels nous voyons les autres et au travers desquels nous nous voyons, si cette image oriente les attitudes et la politique, il paraît normal, au nom d'une cohabitation équitable, que nous essayions de construire des miroirs moins exclusifs et que nous fassions l'effort de regarder la réalité au travers des miroirs de "l'autre". Et cela n'est pas seulement applicable aux conflits entre nations, mais aussi aux conflits au sein des nations elle-mêmes par rapport à la question de l'immigration par exemple. ■

(*) Article publié dans la revue *Viento Sur*, automne 2004.

Notes: (1) Edward Saïd, *L'Orientalisme, L'Orient créé par l'Occident* (Seuil), 1994. Autres ouvrages de Saïd: *Des intellectuels et du pouvoir* (Seuil), 1996; *Entre guerre et paix* (Arléa), 1997. (2) Edward Saïd, *Nuevas crónicas palestinas* (Ediciones Debolsillo), Barcelone 2003. (3) Michel Warschawski, *Israël-Palestine, Le défi binational* (édition Textuel, La Discorde), Paris, 2002. (4) Interview de Ilan Pappé dans *Babelia* (Supplément de *El País*) du 15 mai 2004.

Comme chaque année, la Fondation Léon Lesoil organise son "école d'hiver". L'occasion, entre autres pour les lectrices et lecteurs de la gauche, de se retrouver dans un tout joli cadre bucolique pour débattre des grilles d'analyse et des mouvements sociaux actuels avec leurs perspectives.

ECOLE D'HIVER 2005

Du 18 au 20 février

Au programme:

Vendredi 18 février

19h: Accueil-installation, petite collation prévue.

20h: Atelier: Apprentissage du journalisme digital, par Chris Den Hond, (journaliste/cameraman).

Samedi 19 février

9h30-12h30: Néolibéralisme, insécurité sociale et travail précaire. Avec :

- Lode Verschingel (secrétaire CNE secteur audiovisuel et aéroport)
- Manon Gary (Plateforme "stop chasse aux chômeurs" et réseau "Stop précarité") (sous réserve)
- Evelyne Perrin (auteure de *Chômeurs et précaires au coeur de la question sociale*, invitée)
- Peter Veltmans (POS, syndicaliste)

14h-16h30: En parallèle:

1. Comment expliquer la montée de l'extrême droite et quelle stratégie pour la contrer? Avec :

- Jean Faniel (politologue, ULB)
- Vincent Scheltiens (POS, spécialiste de l'extrême droite)

2. Marche mondiale des femmes: 2005 raisons pour marcher. Les femmes, premières victimes de l'extrême-droite et de la précarité. Avec :

- Valérie Haudiquet (LCR, membre de la Coordination des Associations pour le droit à l'Avortement et à la Contraception CADAC)
- Rita Cobut (Marche mondiale des femmes - Tournai/Mouscron)
- Virginie Godet (POS, Attac-Liège, Marche mondiale des femmes - Liège)

17h30-19h: Formation: marxisme et écologie par Daniel Tanuro (responsable de la rubrique écologie dans La Gauche)

20h00: Théâtre: "Les pénélopes et les démons derrière le miroir" (spectacle de Carole Dupriez, du théâtre Croquemitaine), une pièce féministe de 40 min.

21h00: Film sur les médias et le Venezuela: "La télé commande", un film de Sarah Fautré et Dominique Berger..., en présence des réalisateurs. 50 min.

Dimanche 20 février

9h30-12h30: Islam, religion et la gauche. Avec:

- Mourad Boucif (réalisateur, Mouvement citoyen palestinien)
- Hamel Puissant (Centre Bruxellois d'Action Interculturelle, POS)
- Naïma Bouteldja (activiste sociale, Londres, invitée)

Pause de midi: réunion d'information sur la préparation du camp international des jeunes en France (juillet 2005) et sur les actions de la campagne Bombspotting (avril 2005), par Frédéric Lehembre

14h-16h: Meting de clôture sur "une autre politique est possible". Avec:

- Chris Den Hond sur les perspectives pour le Moyen Orient (Palestine, Irak, Turquie)
- Angela Klein, marches européennes contre le chômage-Allemagne, sur les manifestations du lundi et la nouvelle alternative politique au SPD
- Matthias Lievens et David Dessers sur nos alternatives politiques et la mobilisation pour la manifestation européenne du 19 mars à Bruxelles contre le sommet de l'Union Européenne. ■

Infos pratiques :

Ca se passe où ?

Gîte du Mont Saint Jacques: Mont Saint Jacques, n°19, 4980, Trois Ponts (Ardennes)

Il existe une gare à Trois Ponts. Un bus relie la gare au Mont Saint Jacques qui se trouve à 2 ou 3 km.

Nous organisons des navettes en voiture. Vous pouvez nous contacter à votre arrivée au 0486/69.69.27 ou au 0476/56.07.40.

Ca coûte combien ?

Pour les deux nuits et les repas:

35 euros (25 euros pour les petits revenus: chômeur-euse, étudiant-e, pensionné-e)

A verser sur le compte F. Léon Lesoil: 001-0728451-57, communication "Ecole d'Hiver 2005".

Et c'est bilingue ?

Une traduction simultanée sera assurée pour toutes les activités

Comment on s'inscrit ?

Par mail: info@sap-pos.org

Par courrier: Rue Plantin, 20, 1070, Bxl.

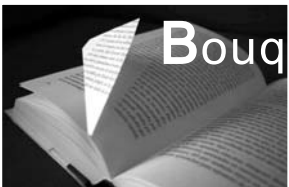
Par téléphone: 02/523.40.23 ou 0486/69.69.27 (David Dessers)

ATTENTION: LE NOMBRE DE PLACES ETANT LIMITE A 50, IL EST IMPERATIF DE S'INSCRIRE AU PLUS TOT. LES INSCRIPTIONS SERONT COMPTABILISEES JUSQU'AU 6 FEVRIER.





Les fonctionnaires de la représentation commerciale des Etats-Unis à La Havane (à gauche sur la photo) ne dorment plus la conscience tranquille. Depuis le mois de décembre, les autorités cubaines ont en effet installé en face de leurs locaux un panneau avec les photos des tortures d'Abu Ghraib en Irak...
Photo: Indymedia-Barcelone



Bouquinages

“Chicken connection; le poulet africain étouffé par l'Europe” / Denis Horman, GRESEA, 10/2004, 136 pages, 10 euros. Les exportations massives et incontrôlées de découpes de "poulet congelé", de l'Union européenne vers l'Afrique subsaharienne constituent une catastrophe pour les paysans-producteurs, les économies nationales et la santé des populations. Cuisses de poulet, poules de réforme congelées (poules qui ne pondent plus) sont bradées sur les marchés africains à des prix deux, trois fois plus bas que la production avicole locale. Les paysans-producteurs européens ne sont pas non plus épargnés par une guerre commerciale où le Brésil, la Thaïlande en particulier marquent des points dans leurs exportations vers l'UE, grâce à de faibles coûts de production. Les politiques néolibérales, en soutien à l'agrobusiness, renforcent une agriculture (aviculture) productiviste et industrielle qui relègue au second plan l'emploi, le respect de l'environnement, la qualité des produits... Et les bénéfiques plantureux, captés par les firmes de l'agrobusiness et les grandes chaînes de commercialisation, sont réalisés sans que la baisse des produits agricoles soit répercutée sur les consommateurs. Le droit fondamental à la souveraineté alimentaire unifie aujourd'hui les revendications portées par les organisations paysannes, sociales et citoyennes, au Sud et au Nord, pour une agriculture durable et solidaire. ■



La face cachée du jouet / Natacha Wilbeaux / Les Cahiers des Alternatives / GRESEA, 10/2004; 44 pages, 3 euros. Les entreprises multinationales sont, de par leur présence et activités dans les pays en développement, régulièrement mises en cause. Comment les différentes stratégies des entreprises influencent-elles les économies des pays en développement ? Les multinationales, pour la plupart occidentales, représentent près des deux tiers du commerce mondial. Les multinationales se ruent particulièrement sur la Chine avec la ferme intention de s'approprier d'importantes parts de marché et d'y réaliser de confortables profits. Les jouets sont non seulement des sujets de divertissement, mais ils sont également l'objet d'un marché d'une très haute importance économique. Il nous a semblé intéressant, dans le prolongement de la démarche menée par la campagne "Vêtements Propres" dans le cadre de "Non merci Saint Nicolas", de tenter de mieux connaître le contexte dans lequel le jouet est rendu possible et quelle est l'influence de ce contexte sur le développement de la Chine, qui est le premier fabricant sur le marché mondial. Cette étude consiste essentiellement en une première approche de la filière, excessivement complexe, du jouet. La brochure peut être obtenue en s'adressant au Gresea, 11, rue Royale, 1000 Bruxelles, gresea@skynet.be, www.gresea.be. ■

Voilà. L'année 2004 se termine. Que peut faire dans ces cas-là un journal qui se respecte? Une ènième rétrospective de l'année écoulée? Tentons plutôt l'originalité et voyons ce qui nous attend en 2005...

Janvier. L'accord interprofessionnel aboutit à une victoire des patrons; flexibilité et allongement du temps de travail leur sont acquis. En colère, les travailleurs ne se laissent pas faire. Tout commence avec les carolos qui décrètent une grève générale illimitée. Rapidement, le mouvement se propage comme une trainée de poudre et gagne les autres régions. Guy Verhofstadt est pris d'un soudain malaise inexplicable.

Février. Une vague humaine et déterminée déferle sur Bruxelles... plus précisément sur le siège de la FEB. Le bâtiment est assailli et les représentants des patrons sont séquestrés. Malgré des charges policières intensives, les occupants tiennent bon grâce à des renforts extérieurs; devant les métallos, les malheureux playmobils avec leurs auto-pompes ne résistent pas longtemps. Luc Vansteenkiste, le président de la FEB, meurt d'une crise cardiaque...

bonne année !!

Mars. Les travailleuses et les travailleurs belges, déjà bien agité-es, enflamment la manif européenne du 19 mars. Enthousiasmées, les délégations de chaque pays rentrent chez elles pleines d'entrain. Peu après, l'Allemagne, puis l'Italie, la France et l'Espagne débrayent. La grève générale s'étend à l'Europe. Silvio Berlusconi se suicide...

Avril-juillet. La Belgique est plongée dans un chaos total. Les travailleuses et les travailleurs en profitent pour mettre en place de nouvelles structures. Les banques sont remplacées par des caisses communes de solidarité; avec l'argent des riches, les ressources du pays sont distribuées à chacun-e. Des fonds de soutien se créent pour encourager les mouvements des pays voisins. Les usines et entreprises sont récupérées et auto-gérées. Le chômage n'existe plus; le temps de travail est réduit selon les envies de chacun-e. Les temps libres sont essentiellement consacrés à la réappropriation collective de la culture et des espaces publics...

Août-novembre. L'Europe sociale se construit. Le traité constitutionnel est jeté aux oubliettes. Une nouvelle constitution populaire se met en place. Les liens se renforcent avec les mouvements de résistance des autres continents. Les armées du monde sont vaincues et les dictateurs sont démis. Pinochet est jugé et finit ses jours dans une prison pourrie. G. W. Bush s'étrangle -pour du vrai- avec un Mc Giant...

Décembre. L'année 2005 se termine... Une nouvelle ère s'entame.
On s'emballe, on s'emballe... ■

sommaire

ALTERNATIVES	
■ Pour construire une autre Europe	2
EDITO	
■ Pour une contre-offensive syndicale	3
ECO-LOGIQUE	
■ OGM. Comment coloniser le vivant ?	4
REB'ELLES	
■ Juste pour jouer	5
ÇA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS	
■ Mitrailleuse à claques. Collimateur...	6
■ La société de classes existe	7
SOCIAL	
■ Délocalisation et résistances	8
■ Assemblées et manif à Charleroi	9
SOCIAL/NON-MARCHAND	
■ Pas transparent...	10
SOCIAL/SANTÉ	
■ La santé malade du néolibéralisme	12
DÉBATS	
■ Penser. Agir. Local. Global	14
PLANÈTE SANS VISA	
■ Le goût amer de nos fruits et légumes	16
POLITIQUE	
■ De la parole aux actes...	18
INTERNATIONAL/UKRAINE	
■ Vu du côté de la classe ouvrière	20
INTERNATIONAL/CÔTE D'IVOIRE	
■ Vers la guerre civile...	22
INTERNATIONAL/VENEZUELA	
■ Chavez, trotsky...	23
IDÉES	
■ Orientalisme. L'image de l'autre	24
LA VIE DU POS	
■ Ecole d'hiver 2005	26
ARRÊT SUR IMAGE	27
BOUQUINAGES	27

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE.** **la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de **la gauche**, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT.** Le débat au centre... de **la gauche**. Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.